

TRIBUNE

3

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 60 centimes

N° 179. — 25 JANVIER 1964



Dans les mines
du Nord
on continue à
fermer des puits

P
A
G
E
5

(Photo A.D.P.)

Toulouse : meeting S.F.I.O.

Le dimanche 12 janvier, la Fédération S.F.I.O. de la Haute-Garonne organisait un « grand » meeting, sous la présidence de Bazerque, maire de Toulouse, et avec le concours de Gazier, membre du comité directeur.

Assistance réduite : dans une salle de 5.000 places, il n'y avait que 1.000 auditeurs. Les partis et organisations de gauche avaient reçu des invitations : le parti communiste avait répondu en déléguant Llante, Marcelle Rumeau (anciens députés), ainsi qu'un certain nombre de militants. La C.G.T. était présente également. Le parti radical, à peu près inexistant à Toulouse, avait envoyé un fantôme. Et c'est tout ; les autres syndicats étaient restés silencieux, et le P.S.U. s'était abstenu, considérant comme une palinodie de faire présider Bazerque, chef d'une majorité municipale S.F.I.O.-U.N.R., un meeting destiné à rassembler les républicains... contre l'U.N.R.

Gazier, dans une première partie, critique le « régime », et prononce quelques jugements fort acceptables : à ceci près, qu'il oublie que ce « régime » a été instauré avec l'appui de la S.F.I.O. (à l'avant-garde de la V^e République !), appui maintenu à tous les référendums jusqu'en 1962.

Dans une seconde partie, qui veut être « positive », Gazier explique la stratégie de la S.F.I.O. Stratégie bien connue : d'abord regrouper la « famille socialiste », puis élargir le « rassemblement » (on se demande avec qui ?), et, enfin, seulement alors, discuter avec le parti communiste. A l'adresse de celui-ci, Gazier prononce de sévères paroles, qui réveillent l'anticommunisme des auditeurs, et procurent à l'orateur les applaudissements les plus nourris de la réunion. Les communistes présents font triste mine, et ceux qui n'ont pas de « responsabilité » dans le parti ne cachent pas, à la sortie, leur désapprobation de la politique thorezienne de « collage » avec la S.F.I.O.

Quant au programme du futur rassemblement, on reste sur sa faim... On note cependant qu'aucune réforme de structure n'est prévue dans la société capitaliste. Il est clair que ce qui est au bord de la stratégie mollettiste, c'est, à peu de chose près, le rétablissement de la IV^e République, avec un « Front républicain » soutenu par les communistes.

Dans les sections P.S.U. de Toulouse, on pense que notre parti doit opposer sa conception d'une alternative socialiste à toutes les palinodies qui se font, ou qui se préparent. Au milieu de ces sables mouvants, notre position doit apparaître solide comme un roc.

Dôle : cercle d'études

Des militants de différentes organisations politiques et syndicales (C.F.T.C., C.G.T.-F.O., C.G.T., S.N.E.S., S.N.E.T., S.N.I., P.C., P.S.U.) réunies en cercle d'étude ont procédé à un échange de vues, le 14 janvier, à la Salle des Cordeliers.

De nombreux points d'accord sont apparus sur des questions d'actualité.

Unaniment, ils dénoncent la caractéristique antidémocratique et antisocial du gouvernement et du régime.

Ils se proposent d'étudier dans de prochains cercles certains problèmes essentiels tels que celui du logement, etc.

Une initiative de l'A.D.E.L.S.

(Association pour la Démocratie et l'Education locale et sociale)

Pour donner aux militants les connaissances de base, la documentation pratique sur différents problèmes relevant de la vie locale et régionale. Six cycles de cours du soir sont organisés par l'Institut Parisien d'Etudes communales et régionales (I.P.E.C.E.R.) au mois de février sur le Logement.

Lundi 3 février, à 20 h 45 : Les techniques administratives et financières de la construction :

— Ce qu'il faut savoir sur les secteurs publics et privés de la construction ;

— Les offices et stés H.L.M. ; les primes et prêts ; les loyers ; l'industrie du bâtiment.

Avec la participation de : L. Houdeville, conseiller technique d'organisme de construction ; C. Nery, directeur de Sté H.L.M.

Lundi 10 février, à 20 h 45 : Les problèmes du logement dans la région parisienne :

— Besoins, programmes et réalisations ; l'action des offices ; expulsions ;

— Les hôtels meublés ; le logement des isolés ; l'augmentation des loyers ; les organismes de construction ; l'action d'organisations d'usagers.

Avec la participation de : M. G. Thorel, de la Fédération parisienne du Logement.

Lundi 17 février, à 20 h 45 : d'urbanisme ; procédure ; — Les plans et opérations d'urbanisme ; procédure ; expropriation ; — Les opérations de rénovation urbaine dans la région parisienne ; déroulement d'une opération.

Avec la participation de : MM. J. Alléret, urbaniste, A. Chaudières, directeur d'une société d'économie mixte d'aménagement.

Renseignements pratiques :

— Lieu : 68, rue de Babylone, Paris (salle du rez-de-chaussée au fond de la cour).

— Horaire : 20 h 45 à 22 h 30 précises.

— Frais de participation : 3 F pour le cycle de trois cours.

— Un schéma d'exposé est remis à tous les participants.

Sceaux-Bagneux : Conseil général

Des élections ont eu lieu le 19 janvier, pour remplacer le regretté Albert Petit, communiste, ancien député, maire de Bagneux, conseiller général.

Elles ont donné les résultats suivants :

Inscrits : 27.500 ; votants : 15.179 ; exprimés : 14.898. Ont obtenu : MM. Henri Ravera (com.), 6.514 voix ; Jacques Desroches (U.N.R.), 3.172 ; Michel Logan (Union des dém.), 2.940 ; Henri Leclerc (P.S.U.), 1.358 ; Guy de Veulle (S.F.I.O.), 914.

A la suite d'une belle campagne, qui a valu des adhésions au P.S.U., notre camarade Leclerc a obtenu 9,2 % des voix (16 % à Sceaux). Il y a eu malheureusement de très nombreuses abstentions (50 % à Sceaux et 40 % à Bagneux) qui ont partiellement faussé les résultats.

Dès la proclamation des résultats, nous avons proposé au P.C. et à la S.F.I.O. une candidature unique de la gauche au second tour : celle de Ravera.

La S.F.I.O. n'a pas cru devoir accepter. Nous avons alors décidé de prendre les mesures utiles pour assurer la défaite de l'U.N.R. en invitant les électeurs à voter pour Ravera.

Nous ne désespérons pas de persuader un jour toutes les organisations de gauche de présenter des candidatures uniques dès le premier tour.

Conseil municipal de Bagneux

Le Conseil est entièrement communiste. Il y avait eu, en dehors du décès de Petit celui d'un autre membre. Il fallait donc pourvoir à l'élection de deux conseillers, l'assemblée devant être complète pour procéder à l'élection du maire.

Voici les résultats : Inscrits : 17.287 ; votants : 9.949 ; exprimés : 9.720. Ont obtenu : liste communiste : 5.216 voix ; 2 élus André Carrel et Georges Potron ; liste U.N.R.-M.R.P. : 3.009 voix ; liste S.F.I.O. : 746 voix ; liste P.S.U. : 704 voix.

C'est la première fois que des candidats P.S.U. se présentent au Conseil municipal de Bagneux. Nos camarades Ruel et Lequenne ont obtenu 7,25 % des suffrages. C'est un résultat encourageant.

Conseil municipal de Wingles (Pas-de-Calais)

La liste P.S.U. (Bois, Lal-lez, Liers), a obtenu 8,40 % des voix contre 7,30 % lors des dernières élections. Le P.C. a obtenu plus de 48 % ; La S.F.I.O. plus de 42 %. Il n'y avait pas d'autres listes. Toute la droite a voté S.F.I.O.

Nécrologie

Notre camarade Raymond Bernheim, de la 16^e Section de Paris, ancien secrétaire de la Fédération du Haut-Rhin, vient d'avoir la douleur de perdre son père, après une longue et douloureuse maladie. Nous l'assurons de notre cordiale sympathie qu'il voudra bien partager avec les siens, notamment Marthe Louis-Lévy, Lucien et Fernande Everard.

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris la mort accidentelle, survenue le 8 janvier à St-Rémy-les-Chevreuse, à l'âge de 17 ans, de Jean-Hervé Marguerite, fils de nos camarades Charles Marguerite, ancien député, et son épouse. Nous nous inclinons avec émotion devant la grande douleur des parents que nous assurons de notre affectueuse sympathie.

Le billet de Jean BINOT

C. Q. F. D.

M. le député Capitain, qui est juriste dans le civil, vient de soutenir une thèse aussi audacieuse que péremptoire : si l'opposition présente un candidat contre de Gaulle, cela prouve, développe-t-il en substance, que l'opposition reconnaît la légitimité du régime actuel.

Voilà qui a la limpidité de la bulle de savon, et qui en a la solidité. Il saute aux yeux, par exemple, que si nos enfants fréquentent l'école, le lycée, la faculté (quand il y a de la place...), si nous acquittons nos impôts — et avec quel zèle ! — si nos garçons vont à la caserne pour seize mois qui comptent parmi les mieux employés de leur vie, et si nous utilisons le téléphone et le chemin de fer, c'est que la légitimité de la gaillardie ne fait pour nous aucun doute !

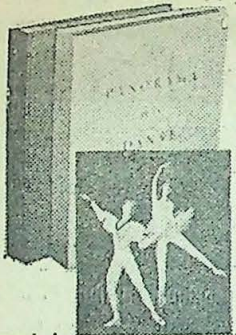
A l'inverse, MM. Capitain, Chaban-Delmas et Fouchet refusèrent d'être députés ou ministres avant le 13 mai, Couve de Murville, ambassadeur, et Messmer, chef de cabinet d'un certain Defferre...

Car ils dédaignèrent traitement places, traitements et honneurs distribués par le « système » à n'importe qui — un système dont l'illicéité, pré-cisément, leur soulevait le cœur et glaçait leur vertu.

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE

de magnifiques ouvrages presque épuisés

moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs avec faculté de retour

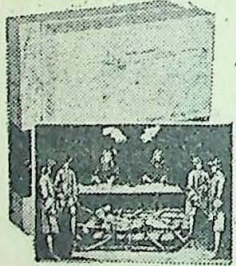


PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24 x 31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (1) de magnifiques photos en noir et en couleurs, où la grâce aérienne des corps sans défauts compose de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.

Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22 x 28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.

Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)



AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gaspar (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.

19,50 F au lieu de 40 F



LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du « siècle d'or » de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir — 24 pages en couleurs. — 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.

29 F au lieu de 46 F

BON à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants :

pour un montant total defr somme que veuillez trouver inclus en un chèque mandat chèque postal joint à votre compte Librairie Pilote n° 13.905-31 Paris.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer les ouvrages dans les 48 heures et que je serai dans ce cas immédiatement remboursé. T.S.

Nom Profession

Adresse

Les communistes et la S.F.I.O.

LE secrétaire général de la S.F.I.O. vient de rappeler dans « Le Populaire » (9 janvier) la position de son parti sur les rapports avec les communistes :

— Acceptation d'une tactique défensive avec le P.C. contre un péril déclaré. Exemple : défense de la laïcité, protection des mineurs contre la réquisition, lutte contre la force de frappe ;

— Pas d'actions communes découlant d'un accord politique avec le P.C. En effet, pour ces actions « non plus défensives, mais positives, offensives... les conditions ne sont pas remplies ». Cependant, « la classe ouvrière devra refaire son unité, si elle veut transformer la structure économique de notre pays ».

La première conséquence de cette stratégie est d'augmenter le domaine réservé du général de Gaulle : en plus de ses autres fonctions, le voilà désormais habilité par les initiatives qu'il prendra à déclencher ou non le réflexe défensif et unitaire de la gauche ; à condition qu'il s'en tienne à la tactique que Mollet baptise celle de « l'artichaut » (une feuille à la fois), il n'aura à redouter que quelques contre-attaques épisodiques, sur des fronts secondaires ; il restera le maître de décider du terrain et du moment de ses attaques. La gauche, elle, tapie dans sa ligne Maginot, s'interdit par avance toute offensive, puisque, pour cela, il faudrait qu'elle soit unie et que « les conditions ne sont pas remplies ». Du même coup, cette désunion l'empêche de poser face au régime le problème des transformations de structure. Ainsi, la stratégie proposée par Guy Mollet implique l'abandon, pour une longue période, de toute perspective socialiste ; elle assure au général de Gaulle une vieillesse heureuse.

Nous sommes parvenus, au P.S.U., lors de notre dernier congrès, à des conclusions diamétralement opposées. Sans mésestimer les actions purement défensives, telles que les énumère Guy Mollet et auxquelles, bien entendu, nous continuerons de participer, nous avons affirmé qu'il était dès maintenant possible de dépasser cette forme de lutte, que le moment était venu de donner à nos batailles contre le régime un caractère offensif, mais que la percée ne pourrait s'effectuer que si nous étions capables de mettre en avant — principalement sur le plan économique et social — l'exigence d'une transformation des structures, en clair, un programme d'alternative socialiste. Nous avons dit que cette perspective seule était capable d'entraîner les masses populaires, mais que cette stratégie supposait l'union de toutes les forces socialistes — politiques et syndicales — et, donc, la participation des travailleurs communistes.

La S.F.I.O. vient pourtant de faire un pas en avant en direction du parti communiste ; si elle se refuse à discuter avec lui d'un programme commun, elle engage dans les colonnes du « Populaire » un dialogue public avec le P.C. On peut s'interroger sur le but poursuivi : il faut, dit encore Guy Mollet, exposer « les raisons de notre refus », parce qu'elles sont « mal connues ». Est-ce dire qu'on cherche à engager une longue polémique pour écarter l'unité d'action ? Mais le porte-parole de la S.F.I.O., René Quillot, manie le point d'interrogation ; et c'est là d'ordinaire un moyen de solliciter une réponse ; il évoque même l'idée d'un « pacte » entre les deux formations et il sous-entend qu'un tel pacte exige préalablement un accord général « au niveau des principes ». Ainsi se trouve posé un problème que, de notre côté, nous avons longuement évoqué au cours de nos dernières assises : comment discuter entre forces socialistes et sur quoi faire porter la discussion ? Cela vaut la peine de regarder de près la méthode employée par la S.F.I.O.

Le débat instauré par le « Populaire » s'ouvre par un retour à 1920. Nous sommes au congrès de Tours, du côté de la minorité qui a scissionné ; on s'attendait aux vingt et une conditions : elles sont là. Et voici Lénine, le méchant, celui qui a « de toutes ses forces voulu la scission » ; mais voilà aussi Blum avec un programme « remarquable de prévoyance », et Jouhaux, avec le sien, « qui répondait aux mêmes préoccupations ». Bien sûr, l'historien y trouve à redire : quand Guy Mollet, par exemple, reproche à Lénine sa « dramatique erreur d'analyse », quand il dénonce la fameuse phrase suivant laquelle « dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique, la lutte des classes est entrée dans la phase de la lutte civile », on peut lui répondre qu'il en juge aisément, après coup, dans son fauteuil de la cité Malesherbes ; Lénine, dans le Kremlin de 1919-1920, ou Trotsky, dans son train, avec sur le dos les Anglais à Mourmansk, les Français à Odessa, les Polonais à Kiev ou les Américains en Sibérie, avaient tout de même des raisons de ne pas croire aux vertus de la « coexistence pacifique », de développer un fâcheux « complexe d'encerclement » et d'en appeler à la solidarité du prolétariat international. On voit déjà l'évocation que pourrait faire à son tour le parti communiste en se plaçant du côté majoritaire : il nous peindrait un Cachin, pourfendeur d'union sacrée, et un Frossard (non, il ne parlerait pas de Frossard)... Serait-on plus avancé ? Puisque la mode est à l'œcuménisme et que l'article s'intitule lui-même « le Grand Schisme », voit-on Paul VI se jetant dans les bras d'Athénagoras en lui tendant les bulles d'excommunication de 1054 ?

Il y a aujourd'hui en France des milliers de travailleurs et de jeunes qui souhaitent l'unité du mouvement ouvrier et qui sont prêts à s'engager dans une option socialiste. Demandez-leur ce qu'ils pensent du congrès de Tours ou des 21 conditions ; ils vous diront qu'ils n'en pensent rien, mais qu'ils s'en moquent, parce qu'ils ne trouvent dans cette évocation aucun remède aux questions du jour. « Pour nous, dit Guy Mollet, le problème est simplement posé : peut-on effacer 1920 ? » Il serait plus sage de reconnaître que la division du mouvement ouvrier a été le résultat d'une situation politique donnée et aujourd'hui dépassée ; nous sommes dans des conditions nouvelles, totalement différentes. C'est d'elles et non du passé qu'il importe de discuter.

On a beau nous prévenir que « le militant socialiste a l'épiderme sensible et la mémoire longue », comment ne pas s'étonner que l'éditorialiste de la S.F.I.O. éprouve le besoin de sacrifier deux longues colonnes à poser aux communistes la question suivante : « Persistez-vous à nous tenir pour les complices de la bourgeoisie et pour des traîtres au socialisme ? » A quoi l'éditorialiste du P.C. pourrait répondre sur le même ton « Sommes-nous toujours les agents de l'impérialisme soviétique ? Sommes-nous enfin revenus à gauche ou sommes-nous toujours à l'Est ? » Rassurez-vous, il ne le fera d'ailleurs pas dans les circonstances présentes. L'« Humanité » vous l'indique tous les jours : vous êtes les « camarades socialistes » et, dans l'ordre protocolaire des amitiés, vous venez même immédiatement avant les « catholiques » et « autres républicains ». Etes-vous satisfaits, maintenant ? Allez-vous demander des garanties, faire jurer aux communistes de ne plus vous insulter ? S'ils le faisaient, vous ne les croiriez pas. Qu'on cesse de limiter la discussion sur l'unité à des querelles de vieilles dames se remémorant la brouille de leur vingt ans !

Il est vrai que cette première série d'articles ne prétendait pas engager la discussion au fond. Souhaitons que celle-ci s'instaure très vite, sur les véritables problè-

mes et avec tous les interlocuteurs qui se sentent concernés. Nous avons, pour notre part, assez dit qu'il n'y avait pas d'unité excluant le parti communiste pour affirmer avec la même force que l'unité ne peut se limiter à la réconciliation des deux grands courants issus de la scission de 1920. Là encore, les choses ont changé ; la notion de « forces socialistes » s'est considérablement élargie : dans les syndicats, les groupements de jeunes, les organisations locales, il existe des forces dynamiques, potentiellement socialistes, qui n'ont jamais appartenu ni au P.C., ni à la S.F.I.O., ni au P.S.U. ou qui les ont quittés. Il n'est pas possible de les laisser en dehors de l'unité que nous voulons forger, mais on ne les attire pas en exigeant qu'elles se rattachent à l'une ou l'autre des anciennes « écoles » ou qu'elles arbitrent les querelles passées des uns et des autres. Ce qu'il faut pour les entraîner, c'est poser devant elles et avec elles les problèmes du socialisme en France et en 1964.

Pourquoi reprendre, par exemple, la vieille querelle sur les voies pacifiques ou violentes du socialisme ? Quillot ressuscite l'ancienne polémique entre Lénine et Kautsky, pour définir la méthode communiste, celle du forceps et la méthode réformiste, celle de l'accouchement sans douleur. Mais, là encore, le monde a changé : il n'y a plus beaucoup de communistes pour rêver à l'ivresse du « grand soir » et les socialistes, de plus en plus nombreux, forts de l'expérience de 36 ou de celle de 45, reconnaissent la duperie d'une simple gestion du système capitaliste. Il apparaît de plus en plus nettement à tous que les forces socialistes iront au-devant de nouvelles défaites si elles ne profitent pas de circonstances momentanément favorables pour franchir un certain seuil et atteindre par des mesures suffisamment amples et radicales un point de non retour. Alors quelles sont les mesures économiques, sociales, institutionnelles qui devraient constituer ce « programme de transition » ? Quels contours devrait avoir la coalition capable de le mettre en œuvre : union républicaine cherchant à prendre appui sur les forces déclinantes de la bourgeoisie progressiste ou front de toutes les forces socialistes ? Il est vrai que, pour notre part, nous sommes très éloignés de tout ce que les communistes mettent dans la proposition de leur « programme commun » ; encore faudrait-il qu'on nous explique en quoi cela fait avancer les choses de refuser d'en discuter avec eux.

En dépit des réserves émises sur la méthode employée, l'initiative de la S.F.I.O. est donc intéressante ; le débat qui s'instaure forcera les uns et les autres à réfléchir, à confronter, à rectifier. Seulement, même les plus optimistes en conviennent, ce sera une très longue marche. C'est pourquoi il n'est pas raisonnable de subordonner l'unité d'action aux résultats de cette discussion. Au moment où le pouvoir personnel va se trouver confronté à des échéances redoutables, où il va susciter des oppositions croissantes, il ne faut pas le laisser souffler. Que ce soit sur la crise de l'Université, sur les scandales de la construction, sur les dangers de l'inflation, il existe dès maintenant un terrain favorable à des actions offensives, c'est-à-dire à des campagnes communes qui mettront en cause la nature même du régime, en lui opposant un véritable « contre-plan ». Du même coup, seront mobilisées des forces encore hésitantes aujourd'hui, du même coup, des conditions meilleures seront créées pour la poursuite de la discussion ; bien des préventions tomberont et il sera alors possible d'aboutir à ce pacte de l'opposition socialiste, seul capable, en effet, d'organiser le rassemblement de tous les travailleurs et de renverser le régime du 13 mai.

Marc Heurgon

La catastrophe du Bld Lefebvre à Paris :

LES CARENCES DU POUVOIR EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION...

DENSE et glacé, le brouillard tombe lentement sur l'amas informe de décombres qui fut « le chantier des Perrichaux ».

Toute la nuit, nous avons pu suivre des yeux une jeune femme, Mme Hamed Chenegah, qui, du haut d'une plate-forme surmontant les ruines, scrutait le « tumulus » informe de pierres, de dalles et de poutres. Elle cherchait son mari enfoui sous les décombres. Ce n'est que plusieurs heures après le lever du jour qu'elle s'est effondrée, brisée par la fatigue et la douleur : on venait de dégager le corps de son mari ; le malheureux avait la tête broyée.

Dans le bureau du chantier, où les enquêteurs de la brigade criminelle dressent le bilan de la tragédie, les familles viennent, dans leur détresse, s'enquérir d'un père, d'un frère, d'un fils.

Des heures durant, un groupe de parents est demeuré à quelques pas des sauveteurs, les « leurs » étaient des monteuses en chauffage. Jusqu'au bout, ils ont espéré qu'ils avaient pu trouver refuge dans les sous-sols. C'était la seule équipe ayant une possibilité de se trouver « en bas » au moment de la catastrophe... L'attente et l'espoir furent vains, hélas !... Et nous avons vu repartir un jeune gars, les yeux rougis, le regard fixe, un paquet sous son bras : les vêtements de son père, précieuses reliques qu'il venait de prendre sur le cintre du vestiaire où son père les avaient accrochées au matin de son assassinat...

Nos confrères de la presse quotidienne, entre autres l'*Humanité* et *Libération*, ainsi que les organisations syndicales, ont révélé les « péripéties » du chantier H.L.M. des Perrichaux. Le Bulletin municipal officiel de la ville de Paris, en date du 2 août 1962, révèle que les dispositions sordides mises par l'Etat gaulliste à l'attribution des crédits ont longtemps entravé les travaux, au désespoir des mal-logés qui attendent vainement un logement depuis des années.

Les responsables

Aujourd'hui, à l'émotion qui étreint le cœur des Parisiens, s'ajoute l'effroi et une colère immense qui bouleverse, qui soulève Paris et la France entière. La carcasse d'acier du boulevard Lefebvre en s'effondrant, en tuant ceux qui y travaillaient, accuse la politique des logements poulaires qui pervertit la qualité de leur construction, arrête leur chantier, détériore leurs équipements, voire leur gros œuvre.

Il n'y a ni secrets ni fatalité, mais une politique d'ensemble, consciente, cohérente qui construit au rabais parce qu'il s'agit de clients pauvres auxquels un régime capitaliste exacerbé ne prête aucun intérêt. Alors on bâcle, on économise sur tout, on fixe des prix-plafonds impossibles à tenir.

Un entrepreneur de bâtiment et travaux publics, qui travaille beaucoup pour les H.L.M. de la ville de Paris, a déclaré à la presse :

« Le ministère de la Construction et le ministère des Finances portent une lourde responsabilité dans cette affaire. »

« Les économies à outrance constituent de gros risques dans la construction des immeubles. On ne tire pas impunément sur les prix. Rechercher des procédés de fabrication moins coûteux que ceux employés dans la construction traditionnelle peut être une solution valable dans cer-

tains cas précis, mais on doit la proscrire dans certains autres cas. »

De leur côté, les administrateurs des H.L.M. nous ont expliqué les difficultés qu'ils rencontrent avec leurs entrepreneurs pour respecter les prix-plafonds au-dessus desquels les prêts de l'Etat sont supprimés : c'est ainsi que le prix-plafond est le même qu'il s'agisse de la construction d'un ensemble s'appuyant sur un sol solide ou de celle d'un ensemble bâti sur un sol devant être consolidé, ce qui était le cas aux Perrichaux où quarante-cinq puits de dix-huit à vingt-cinq mètres ont dû être creusés et remplis de béton dans la carrière qui s'étend à cet endroit. Ces quarante-cinq énormes piliers de 1,50 m de diamètre ont été disposés sur quatre files, chaînés tous les quatre mètres et, malgré l'importance de leur diamètre, renforcés à la base.

Dans ce dernier cas, étant bien entendu qu'il n'est pas question pour les sociétés constructrices de limiter leur profit, le prix de ces consolidations doit être récupéré sur la qualité du matériau, sur le confort du logement, sur la main-d'œuvre et au prix de la sécurité, au prix de la vie des travailleurs...

Aux premières heures du sinistre, nous étions sur « le chantier maudit ». Nous avons interrogé les rescapés, des témoins, des ouvriers du bâtiment venus apporter leur aide, des techniciens, des architectes, des ingénieurs, des syndicalistes.

Les hypothèses sur les causes techniques de la catastrophe

De la somme des déclarations et des informations que nous avons recueillies, il ressort que toutes les hypothèses sont plausibles et, qu'en fait, ce système de construction, dans les conditions où il était appliqué aux Perrichaux, relevant de l'équilibre, la somme de règles de sécurité à observer est telle que la catastrophe résulte probablement d'une accumulation de fautes diverses, de légèretés, de non-respect des normes et du planning, etc.

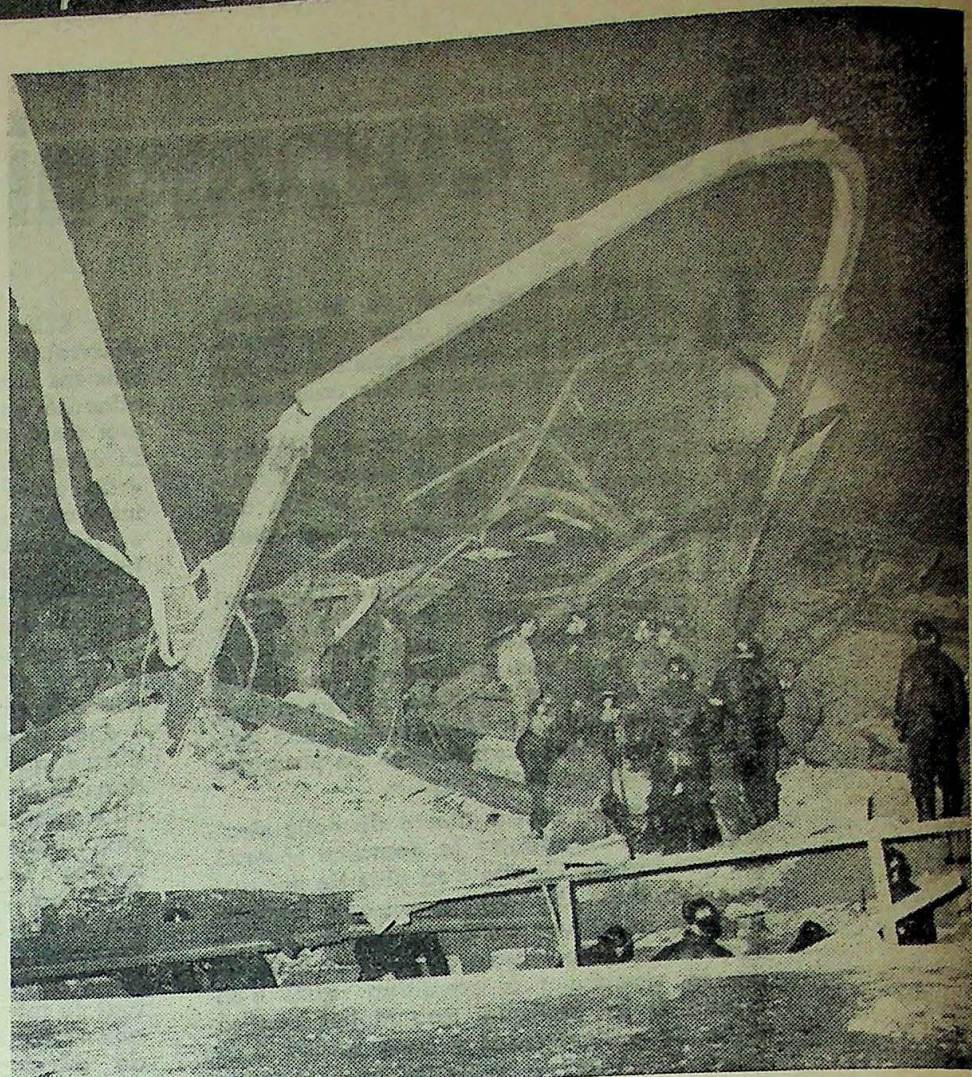
Sur le chantier, le contremaître était incapable de donner le nombre d'ouvriers employés sur le chantier, ce qui semble corroborer ce que nous disaient les rescapés de la catastrophe.

On embauchait les hommes au jour le jour, parfois sans même les déclarer. De pauvres bougres venaient à l'embauche le matin, à la fin de la journée, ils touchaient une somme dérisoire pour leur journée.

Trois heures avant le sinistre, plusieurs hommes ont été embauchés « pour donner un coup de main » sans être enregistrés.

Soulignons encore que ce trafic, cet esclavage moderne, se pratique essentiellement au détriment des travailleurs émigrés (parfois clandestinement) d'Espagne et du Portugal. La lecture de la liste des victimes est particulièrement significative de ce point de vue : venus en France pour fuir la misère, chassés de leurs pays par la dictature fasciste, ils se sont réfugiés dans ce pays, pensant y trouver du travail, plus de bien-être, et un peu de liberté. Ils y ont trouvé l'exploitation féroce des rapaces de la construction et, funeste conséquence, la plus effroyable des morts.

Les syndicats précisent que sur les 1.600.000 ouvriers qui passent annuel-



(Agip.)

Plus de vingt morts...

lement dans le bâtiment, on compte plus de 400.000 étrangers. Dans un appel adressé « aux travailleurs du Bâtiment à la population », la C.F.T.C. et F.O. affirment :

« Nous n'admettons pas, nous n'admettrons jamais que nos camarades italiens, espagnols, portugais, nord-africains et ceux d'Afrique noire soient les plus défavorisés, les plus exploités. »

« Ils sont aujourd'hui les victimes les plus nombreuses dans cet accident. Nous avons le devoir, parce qu'ils sont nos camarades dans le combat commun, d'exiger toutes les mesures humaines pour les protéger. »

Que vaut le procédé de construction ?

La construction métallique est employée en France depuis une dizaine d'années, en Amérique depuis plus d'un demi-siècle. Elle compte à son actif des réalisations extraordinaires ; toutefois, tous les techniciens interrogés pensent qu'il est dangereux de « charger en tête sans contreventement au fur et à mesure ».

Un entrepreneur interrogé considère ces « contreventements en croix de Saint-André comme insuffisants » et il ajoute : « Cette technique de construction ne permet une rigidité certaine de l'édifice que lorsqu'il est habillé, avancer l'assemblage des portiques sans habiller les trousés au fur et à mesure, en se contentant de poser les dalles-planchers avec un système de fixation, insuffisant à mon avis, c'est courir à la tuile, c'est ce qui est arrivé... »

De son côté, M. Watelet, président de l'Office d'H.L.M. de la Ville et conseiller municipal de Paris :

« Tous les croisillons nécessaires pour assurer la rigidité de la carcasse métallique étaient en place au moment de la catastrophe. »

A cet argument, M. Charles Corneloup de Montaigu, ingénieur diplômé de l'école des Travaux publics, qui a déposé le premier brevet « Self-Light », déclare :

« La pose et le maintien des contreventements assurant la rigidité absolue de la construction doit aller jusqu'à l'érection des parois latérales de l'immeuble, ce qui n'a pas été fait aux Perrichaux. »

A l'appui de sa thèse, M. Corneloup de Montaigu apporte des photos prises sur un chantier, à Toulouse, où il réalise un grand ensemble selon la méthode dont il a déposé le brevet. De fait, ces documents photographiques montrent une véritable toile d'araignée de contreventements d'un bout à l'autre de l'édifice et de la base au sommet. Il faut dire aussi que les documents produits par l'ingénieur des Travaux publics sont pris à un

stade de la construction antérieur à l'état d'avancement des travaux du chantier des Perrichaux au jour de l'effondrement.

De leur côté, les syndicats affirment que si depuis une quinzaine d'années des conceptions nouvelles, hardies en matière de construction, ont surgi, celles-ci ont fait leurs preuves et ne sont pas en cause. Les bâtiments construits selon cette façon donnent entière satisfaction. Ce qui est condamnable, c'est l'absence de mesures de sécurité en rapport avec les nouvelles méthodes d'exécution. Chaque jour on expérimente, il n'est donc pas possible de faire dépendre la sécurité de règlements qui interviennent toujours avec du retard. Il faut donc mener de pair, pour un ouvrage donné, la planification technique et la détermination des mesures qu'elle nécessite. Depuis toujours, les syndicats exigent, sans jamais pouvoir l'obtenir, que soient constitués dans les entreprises et chantiers du Bâtiment des comités d'hygiène et de sécurité, avec possibilité d'intervention pour obliger l'employeur à prendre les mesures nécessaires. Mais les Pouvoirs publics et les employeurs s'opposent à la mise en place de ces comités. Les militants syndicaux sont pourchassés par les patrons qui entravent l'activité normale des élus du personnel.

Les travailleurs exigent...

Il serait intolérable que les responsabilités, toutes les responsabilités, ne soient pas dénoncées. Le pouvoir vient de désigner une « commission d'enquête », cette commission ne doit pas être un étouffoir.

Déjà « la grande presse » baise le ton ; pour que la vérité éclate au grand jour, il faut que les organisations syndicales d'ouvriers et de techniciens du Bâtiment ainsi que les rescapés participent à l'enquête en tant que membres de la commission.

La plus élémentaire des pudeurs exige qu'ils aient accès à tous les dossiers, à toutes les expertises, qu'ils puissent examiner toutes les pièces à conviction.

Il serait intolérable qu'à l'avenir il ne soit pas tenu compte des avis et des conditions d'organisation de la sécurité sur les chantiers élaborés et diffusés par les syndicats d'ouvriers et techniciens et que ne soient pas mis en place, sur tous les chantiers, les comités d'hygiène et de sécurité munis de sérieux pouvoirs d'intervention.

Il serait intolérable, enfin, que ne soit pas mis un terme au véritable travail noir que constitue, en fait, l'embauche du personnel, en dehors de toute réglementation sociale, sur les chantiers du bâtiment.

Claude Lavezi.

SAVOIE : RECESSION ET MALAISE ÉCONOMIQUE

LES Imprimeries Réunies de Chambéry employant 110 personnes sont à la veille de la fermeture par la suite de la décision unilatérale et brutale de la direction. Le motif officiel en est les pertes subies depuis l'exercice 1962, bien que depuis les années précédentes aient été largement bénéficiaires.

En fait il semble bien que les fautes de gestion, et aussi le souci de réaliser une intéressante opération financière en revendant le terrain où est installé l'entreprise soient les raisons profondes de la volonté patronale.

(De notre correspondant à Chambéry)

Alertés par le Syndicat du Livre, les organisations C.G.T., C.F.T.C., F.O., F.E.N., P.C.F., S.F.I.O., P.S.U., M.R.P., A.S.F., U.F.F., A.F.F., J.O.C., C.D.J.A., se constituèrent en Comité de Défense des ouvriers menacés de licenciement et entreprirent de nombreuses démarches auprès de la municipalité, de la Préfecture, du Conseil général.

Une réunion extraordinaire du Conseil municipal fut convoquée à la demande du Comité. Mais rien de précis n'a pu encore être obtenu ni

du côté direction, ni du côté pouvoirs publics.

Constatant d'autre part que la situation économique du département s'aggravait : licenciements à la Savoissienne (trust C.G.E.) à Aix-les-Bains, départ du Laboratoire Péchiney pour la région grenobloise réductions d'horaires dans la métallurgie... sur notre proposition, les organisateurs membres du Comité de Défense ont admis le principe de s'élargir en un Comité permanent d'Ac-

tion pour la Savoie qui aurait pour premier objectif de mener toutes les actions qui lui paraîtraient justifiées pour assurer le plein emploi aux travailleurs savoyards voulant que l'expansion dont le ministre U. N. R. Dumas, maire de Chambéry faisait le slogan de sa campagne électorale passe dans les faits. Ce Comité entend bien sûr éclairer l'opinion sur les causes profondes du malaise économique et montrer la nocivité d'un régime économique qui, pour des raisons d'intérêts matériels, n'hésite pas comme dans le cas des Imprimeries Réunies à mettre à la rue une centaine de travailleurs dont 17 apprentis.

Dans les mines du Nord



(Agfp.)

les avantages de la grève de mars effacés...

Dix mois après le début de la grande grève des mineurs, où en est la situation ?

Que sont devenues les minces satisfactions arrachées après cinq semaines de lutte et de sacrifices ?

Où en sont les travaux de la commission d'étude qui devait étudier les problèmes posés par l'exploitation des mines de charbon ?

J'ai posé la question à nos camarades mineurs.

Dans l'ensemble, les salaires ont plutôt diminué par rapport à mars 1963. Les avantages acquis par la grève ont été rapidement repris en diminuant les prix de tâche et des amendes de toutes sortes diminuent encore la paie des mineurs.

On continue à fermer des puits.

A Guesnain, le puits Saint-René (500 ouvriers) sera fermé dans six mois. Déjà, la répartition des ouvriers dans les puits voisins a commencé.

Rien n'a encore été fait ni prévu pour reconverter la main-d'œuvre ou implanter de nouvelles industries.

Pourquoi ?

Parce que nous vivons sous le règne de la libre entreprise qui a pour seule règle le profit capitaliste.

Parce que seule la rentabilité d'un puits compte. Si son exploitation n'est pas bénéficiaire, on le ferme sans tenir compte du « matériel humain ». On se fiche pas mal que les ouvriers doivent aller à plusieurs kilomètres de chez eux.

D'autre part, pour implanter de nouvelles industries de remplacement, il faut des capitaux et les banques ne placent des fonds que dans des affaires connues qui rapportent. Il y a toujours un risque dans des affaires nouvelles. Elles évitent ce risque.

C'est pour cela que des régions entières comme la Bretagne, le Sud-Ouest, les Alpes, le Centre, se dépeuplent parce qu'elles sont économiquement sous-développées.

C'est pour cela aussi que les filles et fils de mineurs sont obligés d'aller travailler dans le textile à Lille, Roubaix, Tourcoing, à 30 ou 40 kilomètres de chez eux.

Ces longs déplacements les font se lever à 3 heures le matin pour ne rentrer qu'à 14 h 30 ou 15 heures ;

les équipes d'après-midi partant vers 11 h 30 pour rentrer à 22 h 30 et même 23 heures, soit des journées de onze à douze heures payées huit.

Tout cela, nous le devons au principe de la libre entreprise que défend de Gaulle et les banques. C'est la politique du profit pour

quelques-uns, au mépris de l'intérêt de la collectivité.

Nous voulons, nous, une économie au service des travailleurs.

Nous étudierons dans un prochain numéro les solutions, applicables dès aujourd'hui, pour améliorer le sort des travailleurs de la mine et as-

surer leur avenir et celui de leurs enfants par une reconversion économique de la région.

Nous verrons que pour cela il est nécessaire de détruire les structures capitalistes de l'Etat et instaurer un régime de démocratie socialiste.

J. Leclercq.

MACON : La campagne d'action sur le logement s'intensifie

LE 15 janvier s'est tenu un colloque à l'initiative de l'Amicale des locataires H.L.M. de Mâcon. Il s'agissait de protester contre les mesures gouvernementales de décembre qui ont modifié la composition des conseils d'administration des Offices H.L.M. au profit des amis du pouvoir en éliminant notamment les administrateurs élus par les usagers et les syndicats (1).

En l'absence du député-maire qui assiste à la réunion du Conseil européen de Strasbourg, c'est M. Irmann, adjoint, qui ouvre la séance en stigmatisant le mauvais coup porté aux H.L.M.

L'un des administrateurs « sortis », M. Forest (communiste), s'élève contre les récentes mesures qui, sous prétexte d'efficacité et de dépolitisation, cachent, a-t-il dit, la volonté d'éliminer les représentants des travailleurs. Il rappelle à ce sujet qu'au dernier congrès des Organismes H.L.M., Mazziol a remercié les administrateurs pour le dévouement exemplaire dont ils ont fait preuve quotidiennement (il y a loin des paroles aux actes...). M. Forest prouve, chiffres à l'appui, que les H.L.M. ne sont pas occupées par des familles riches et que l'accusation de favoritisme lancée par le gouvernement n'est pas fondée. Enfin, après avoir protesté contre les surloyers qui vont frapper les familles dans lesquelles la femme travaille (le plus souvent par nécessité), Forest lance un appel aux forces républicaines pour que les récents décrets soient mis en échec.

Le deuxième administrateur-locataire, J. Châtelet (P.S.U.), présente un dossier qui prouve, sans contestation possible :

1. — que le capitalisme a créé la crise actuelle du logement et qu'il veut en profiter longtemps grâce à l'aide bienveillante de l'Etat (les prêts du Crédit Foncier seront, en réalité, ré-

servés aux sociétés conventionnées et aux sociétés d'investissement, lesquelles se voient accorder des avantages fiscaux considérables) ;

2. — que l'Etat est complice car il accorde, en fait, un quasi-monopole aux sociétés privées et en même temps réduit les possibilités d'action des Offices H.L.M.

J. Châtelet déclare, en conclusion : « Nous connaissons le responsable de la crise du logement et nous savons aussi que la pénurie organisée servira à accroître les profits. Il faut donc, non seulement lutter contre les mauvais coups portés aux Offices H.L.M., mais encore mettre en accusation le capitalisme et son complice : l'Etat. »

Il propose, enfin, d'élaborer une politique du logement permettant d'assurer :

— le volume de construction nécessaire pour résoudre la crise ;

— un logement aux familles populaires grâce à la construction massive d'H.L.M. locatives ;

— une meilleure répartition géographique de la construction dans le but d'enrayer le dépeuplement de certaines régions.

Après que les partis (P.S.U., P.C.F., S.F.I.O.) aient apporté leur appui, M. Abate, adjoint et vice-président de l'Office, précise que 2.000 demandes de logement sont en instance et que ce chiffre s'accroît de 50 à 60 par mois. Il propose une pétition auprès des mal-logés. Tour à tour, les représentants de F.O. et de la C.F.T.C. mettent l'accent, le premier sur les bas salaires dans le bâtiment, le second sur la spéculation foncière. Puis le représentant de la C.G.T. estime qu'il faut se contenter de protester contre les décrets de mise en tutelle des Offices. Châtelet réplique que c'est se condamner à l'échec, car, de toute façon, les Offices H.L.M. n'ont pas actuellement des moyens financiers suffisants (et, dans ce cas, la représentation

populaire au sein des Offices n'a aucun effet) et, d'autre part, il a été démontré que la crise du logement est due au capitalisme qui entend en profiter : c'est donc au capitalisme qu'il faut s'attaquer.

Finalement, il est décidé, outre l'envoi d'une délégation à la préfecture, de faire signer une pétition par tous les locataires de Mâcon, d'organiser une conférence de presse destinée à informer la population.

(1) Voir « T.S. » n° 178 du 18-1-64.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

● Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV) Tél. : SUF 19-20
● Rédaction : 8, rue Jenner Paris (IX^e) Tél. : PIG 65-21

● Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39. Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65
3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 58-61, rue La Fayette Paris (9^e)

LE PROBLÈME "NOIR"

Chômage, exploitation,

ABDOU THIAM est Sénégalais né dans la Haute-Casamance. Le jour de son arrivée à Paris, j'étais là, gare de Lyon, avec un camarade noir chargé d'accueillir un groupe de Sénégalais venant de Marseille.

Il faisait triste et gris. Abdou Thiam était fatigué, mais il s'est prêté très gentiment à l'interview, étant le seul à parler un peu français.

— Votre pays est maintenant indépendant. Pourquoi venez-vous chercher du travail en France ?

— Vous savez, en Afrique, le travail, il y en a qu'à la saison des récoltes. Les récoltes finies, il n'y a plus de travail. On ne peut rester

chez eux des « navétanes » (travailleurs saisonniers qui font la navette) et habitant des régions très arides, aux frontières du Sénégal, du Mali, de la Mauritanie et de la Haute-Volta, à la saison des pluies, ils partaient chercher de l'emploi dans les terres plus riches. Ainsi les Saraholés du Mali et de Mauritanie venaient au Sénégal pour la récolte de l'arachide ; tandis que les Mossis de Haute-Volta allaient cueillir le café et le cacao en Côte d'Ivoire.

Mais en 1960, le colonialisme laisse la place à une « indépendance balkanisée » et suscite des rivalités entre les futurs Etats qui sont indépendants, mais économiquement coupés les uns des autres. La libre

tion dans une société en pleine croissance.

Mais revenons à Abdou Thiam. — Comment avez-vous eu l'idée de venir en France ? Qui vous a dit de venir ici...

— Personne. C'est un cousin qui est à Paris qui m'a payé le transport. Je travaille deux, trois mois et je rembourse. Et plus tard, on demande à un autre camarade de venir.

Comment viennent-ils en France ?

Ce que ne sait pas Abdou Thiam, c'est l'origine réelle de ce mouvement d'immigration, les lettres et

(30.000 CFA c'est-à-dire 60.000 F) Mais on peut aller à l'ambassade de Mauritanie et prendre une carte d'identité de Mauritanie et venir. De Dakar à Abidjan, j'ai voyagé en bateau sur le pont. Et puis, à Abidjan, avec d'autres de mon village, on a pris un autre bateau pour aller à Marseille. Là, un frère attendait et nous a montré pour prendre le train de Paris. Et voilà. Heureusement, d'autres frères nous attendent ici.

« Heureusement », en effet ; la solidarité entre « frères » d'une même ethnie agissant, grâce à ceux qui connaissent le pays, les nouveaux arrivants échappent au vagabondage sans papiers, aux faux contrats de travail, aux racketts organisés dans les ports. Voici un témoignage : « Quand on arrive ici en groupe, on peut se battre bien, mais tout seul, c'est grave... J'avais l'adresse des camarades, mais ils se sont trompés pour le jour de mon arrivée. Eh bien ! j'ai vu au port trois Noirs et deux grands Français qui m'ont amené dans une usine... On m'a eu du travail de manœuvre ; on nous payait un franc de l'heure... On dormait dans le hangar... Je jour de la paye, je n'avais que 200 F. J'ai dit : « C'est pas possible ». Ils m'ont dit que j'avais de la chance, que j'étais logé... Eh bien, je suis resté là-dans toute l'année à 1 F de l'heure. Il faisait très froid ; maintenant, j'ai retrouvé les « frères » (1).

L'accueil - Le logement

Abdou Thiam n'a pas connu cette triste aventure. Son cousin est venu l'attendre. Il n'est plus seul sur cette terre étrangère. Il parlera avec son cousin de « là-bas », du village natal, de la famille, des amis. Il essaiera de recréer la chaude ambiance africaine avec les « frères » de son village qui sera incorporé à une ethnie. Ainsi sont conservées les structures communautaires africaines qui aident l'exilé, le déraciné, à s'adapter à sa nouvelle vie et à affronter les multiples difficultés qui l'attendent.

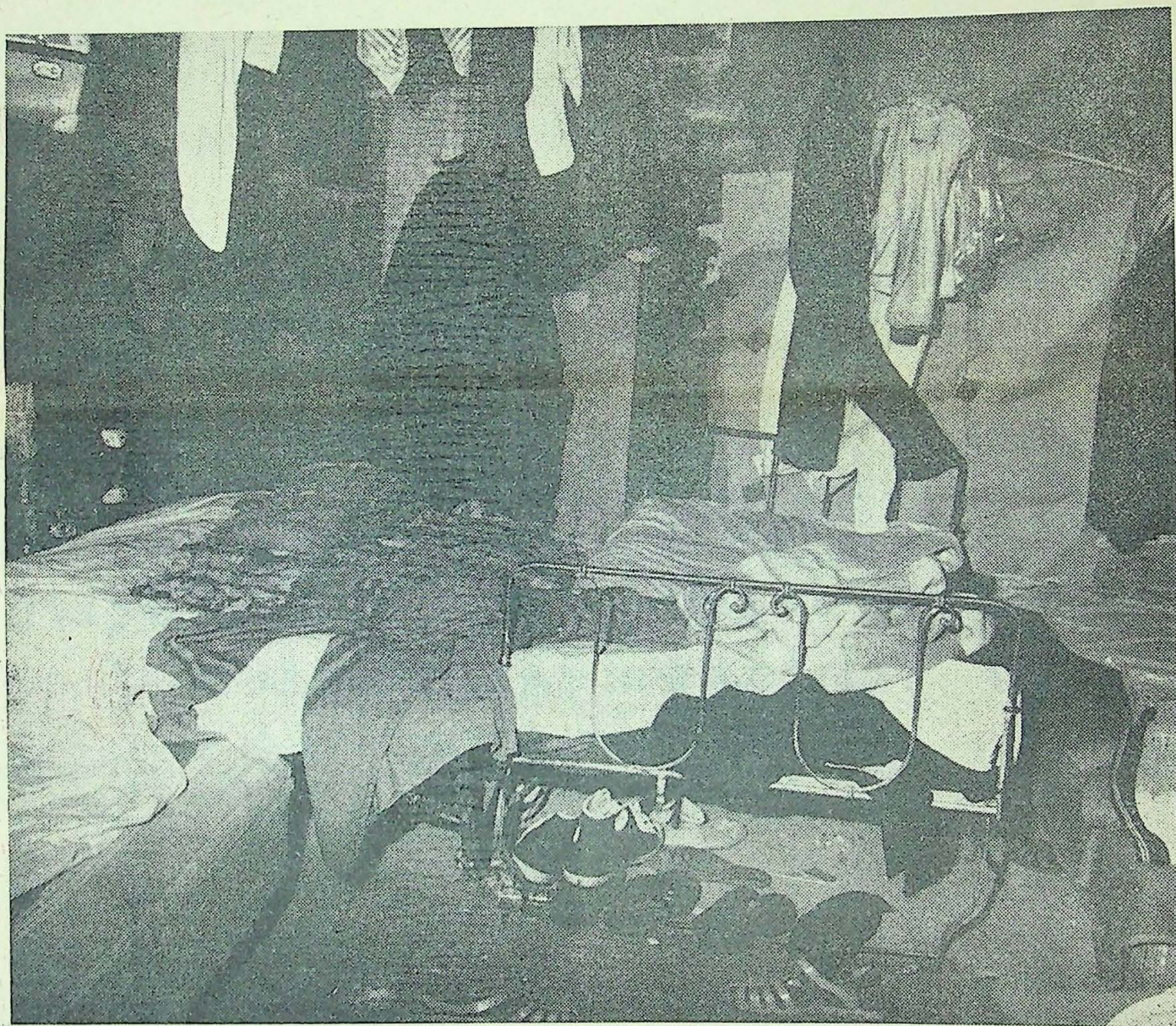
J'ai retrouvé Abdou Thiam, il y a peu de temps, trois mois après son arrivée par ce triste jour d'octobre. D'apparence, il n'a pas trop changé, le teint plus gris peut-être, conséquence de notre hiver rigoureux. Mais son regard n'est plus le même. La flamme qui l'éclairait a disparu. Le ressort est cassé.

— Vous n'êtes plus le même. Que s'est-il donc passé ? Avez-vous trouvé à vous loger ? Comment vous habitez-vous à votre vie française ?

— J'entendais dire, avant de venir, qu'il y avait du travail, des logements. Mais c'est bien différent. J'habite à Saint-Mandé-les-Tourelles. J'ai trouvé un lit et j'ai payé 150 F pour l'avoir et après 30 F par mois. Et puis je le partage avec un frère qui travaille la nuit. Et je dois payer le chauffage, le gaz, l'électricité. Mais on n'est pas chauffé : c'est une cave humide. Il n'y a pas de place pour mettre ses affaires. Les lits sont en fer. Il y a un seul robinet pour faire sa toilette. C'est difficile, l'hiver. Beaucoup de camarades sont malades.

Les conditions de vie des travailleurs africains sont épouvantables. Il n'est pas question pour eux d'espérer une chambre : les prix sont trop élevés et le racisme faisant loi, on les refuse aux « Africains ». L'étudiant africain affronte certes les mêmes difficultés de logement. Mais le travailleur, lui, arrive souvent complètement démuné, ne con-

(1) Les Travailleurs noirs en France par S. P. M'Diaye, J. Bassene, D. Germain, Editions B.E.R.A.



(Photo Elie Kagan.)

On n'est pas chauffés, les lits sont en fer, il n'y a pas de place pour mettre ses affaires, etc...

neuf mois sans rien faire. Et en Afrique, quand on travaille, on gagne 1,50 à 2 F par jour. On ne peut pas. Alors, il faut partir.

Abdou Thiam ne répond qu'à un aspect de la question. En effet, si le chômage est à l'état endémique en Afrique, s'il y a peu de travail surtout dans les régions rurales, un autre facteur est à considérer. Les immigrants, pour la plupart, étaient

circulation des travailleurs est remise en question et ceux-ci sont bloqués dans des zones sans travail.

Alors le « navétane » envisage de gagner la France, encouragé par son propre gouvernement qui doit affronter le problème du chômage local et un éventuel réveil politique de ces masses inoccupées qui présentent un certain ferment d'agita-

les mandats servant plutôt de propagande. Dès 1961, les grosses entreprises françaises, prévoyant la fin de la guerre d'Algérie, craignent une perte massive de leur main-d'œuvre, algérienne en majeure partie, et élaborent des projets de remplacement. Elles font venir des groupes de travailleurs noirs, leur font subir des tests, gardant les plus compétents. Les compagnies maritimes, bien sûr, voient l'intérêt de l'opération et propagent dans les faubourgs remplis de chômeurs des rumeurs selon lesquelles la France réserve en abondance des emplois très bien payés aux travailleurs d'Afrique Noire.

Et les « navétanes », tous ces Abdou Thiam en puissance, obéissent à ce mirage et partent.

— Comment est-ce que vous vous embarquez. Y a-t-il des formalités, demandai-je à Thiam ?

— On nous laisse partir avec un visa. Au Sénégal, il y a une caution

ARCHITECTES - BUREAUX D'ETUDES - ENTREPRISES - COLLECTIVITES

TECHNIQUES TOPO

70 bis, rue de Romainville — Paris 19^e

- LEVE ET DRESSE TOUS VOS PLANS TOPOGRAPHIQUES
 - NIVELLEMENT - IMPLANTATIONS - ATELIER DE DESSIN
- France. Etranger

PARIS

sous-emploi

naissant que son dialecte natal. Il a besoin d'un lit. Il accepte n'importe quoi, le fond d'une cave infestée de rats, un hangar sans fenêtre où l'on s'entasse à 30 ou 40 dans l'humidité et le froid. Il n'y a pas d'aération, pas de draps, les matelas sont troués. Auparavant, ces lieux de misère hébergeaient des Nord-Africains, des Algériens surtout ; ils sont partis et sont remplacés en maints endroits par les Noirs.

L'affrontement des communautés

Là, on touche du doigt le douloureux problème de l'affrontement de deux communautés très proches pourtant, mais victimes de tout un système. N'ayant rien à perdre, ne possédant que leur énergie muse-

mitisme et pour la paix) mettait en garde, après ces incidents, « tant les intéressés que l'opinion publique contre les tentatives visant à substituer aux problèmes sociaux et économiques réels des interprétations passionnelles et à opposer entre elles des communautés entières pour atténuer les responsabilités d'une poignée de profiteurs sans scrupules ».

Analphabètes, sans aucune formation technique, sans grande résistance physique du fait de leur sous-nutrition, de leurs mauvaises conditions de vie et de l'inadaptation au climat, ils ne trouvent que des tâches subalternes, mal rétribuées, des besognes harassantes où jamais ils n'acquerrons de promotion ou simplement de formation ; ils sont très durement exploités, ignorant les lois sociales et leurs droits de travailleurs ne bénéficiant pas de l'organisation syndicale.

Abdou Thiam a réussi à entrer dans l'usine où travaille son cousin. Il est manoeuvre. Mais il est resté deux mois au chômage, aidé, durant tout ce temps par ses frères qui l'hébergeaient et le nourrissaient. Il refusait de s'adresser au Bureau de placement devant l'attitude sociale, raciste des fonctionnaires et des agents de l'administration :

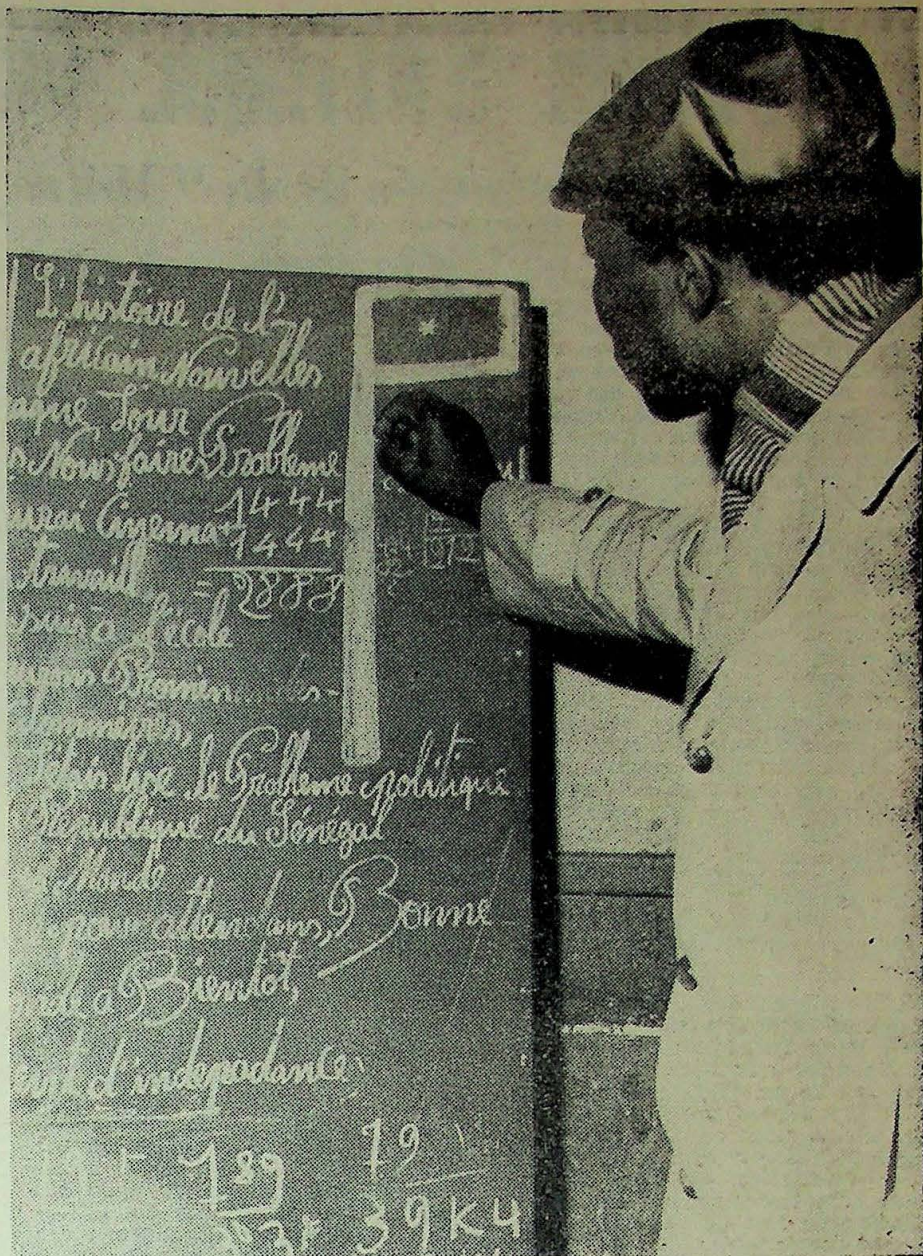
— Je suis allé au service de la main-d'œuvre, m'explique-t-il. Le chef de bureau m'a bien répondu... Puis il est sorti de son bureau pour me faire sortir du couloir en disant : « Ce n'est pas un parloir ici, ni un baobab, sortez ! » Même sur le trottoir de la main-d'œuvre, nous le gémissions... Maintenant j'ai du travail. Mais je voudrais m'améliorer.

— Pensez-vous retourner en Afrique ?

— Oui, dans deux ou trois ans, si je peux mettre de l'argent de côté. Je voudrais apprendre un métier et aller travailler dans mon pays.

Mais, parlant à peine le français, absorbé par des problèmes matériels : se loger, manger, trouver du travail, en deux ou trois ans, jamais le travailleur noir ne pourra acquérir une formation professionnelle suffisante. Et il retournera dans son pays, malade, physiologiquement usé et inutilisable ; si, avant son départ, il représentait un certain capital-travail, à sa rentrée, cette force latente n'existera plus.

A ce chômage, à ce sous-emploi, s'ajoute une situation sanitaire déplorable. L'absence de tout contrôle au départ d'Afrique, à l'arrivée en France, fait proliférer toutes les maladies, toutes les épidémies. De plus, ils sont toujours sous-alimentés et leur alimentation est peu variée, à base de féculents « bourratifs », riz, pommes de terre, tous aliments n'ayant aucun composant apte à lutter contre le froid. D'où la prédisposition à la tuberculose. Et en liaison avec l'aggravation des maladies, le manque de contrôle par le service d'hygiène des locaux insalubres où logent les Africains. Et



(Photo Elie Kagan.)

« Je voulais apprendre un métier et aller travailler dans mon pays. »

enfin, ceux-ci se méfient des prescriptions de la médecine moderne, de toute administration médicale, des hôpitaux qu'ils quittent aussi vite que possible, pour retrouver « leur vie de groupe ». Les travailleurs africains subissent une usure, une dégradation bien plus rapide que celle des métropolitains.

Le racisme

Des conditions matérielles de vie des travailleurs africains, on aborde les conditions psychologiques. Il y a le racisme : refus de servir un Noir dans tel café près de la gare du Nord ou tel autre incident spectaculaire, mais surtout, une atmosphère quotidienne, mélange confus de mépris, de haine, de méfiance ou d'affectation paternaliste. Pas de communication, ou si elle s'établit, c'est superficiellement. Racisme de l'individu qui, croisant un Noir qui accompagne une blanche, ne peut empêcher son regard d'exprimer la curiosité, de dégoût, l'indignation. Racisme de la logeuse qui ne veut pas de locataire de couleur. Racisme de l'homme de la rue à l'égard du représentant d'un pays que la « France entretient ». Racisme de l'ouvrier face à un nouveau concurrent possible, la qualification s'améliorant parmi les travailleurs noirs.

Mais ce racisme-là entre dans un cadre beaucoup plus large. C'est un racisme de conditionnement. Un afflux massif de travailleurs inorganisés peut neutraliser une agitation ouvrière croissante. Ainsi chez Citroën sur 28.000 ouvriers, on compte 15.000 travailleurs étrangers venant

de vingt-sept nations différentes. Comment organiser une grève dans ces conditions ? De plus, la politique néo-colonialiste pratiquée en Afrique crée une « réserve » de travailleurs qui, si elle entrait en jeu, il faut bien le dire, entraînerait une menace de chômage assez importante pour accabler le monde ouvrier.

Ce triste tableau de la vie d'un travailleur africain émigré en France reste-t-il sans espoir ? Les efforts nécessaires pour améliorer le sort de ces exilés doivent porter sur deux plans. D'abord, sur le plan individuel, cet effort c'est la mise en question, puis l'abandon des faux concepts colonialistes, des préjugés forgés par le milieu et l'éducation, la valorisation de l'homme quelle que soit la couleur de sa peau, la forme de son crâne ou de son nez, la destruction de tout instinct de différenciation ; cet effort, c'est encore rendre à l'homme africain sa dignité, sa personnalité, sa liberté. Et sur un plan collectif : une normalisation du mouvement d'émigration, le devoir impérieux pour les ambassades d'aider leurs ressortissants, pour les syndicats et les amicales de les former syndicalement et professionnellement, de les alphabétiser, la nécessité pour les émigrés de s'unir, d'être solidaires les uns des autres. C'est par leur unité qu'ils imposeront leur existence et découvriront leurs véritables alliés. Par-delà des contradictions indéniables, travailleurs du pays d'accueil et travailleurs étrangers ont le même ennemi et le même combat.

Marguerite Kagan

La progression du P.S.U. et de "Tribune Socialiste"

Bien sûr, nous avons connu, connaissons et connaissons des difficultés. Mais la volonté de les surmonter est telle que les plus beaux espoirs nous sont permis. La Fédération de Seine-Banlieue a enregistré la semaine dernière dix adhésions. Elle est bien décidée à en obtenir d'autres. A signaler en

particulier les progrès de la section de Châtillon-sous-Bagneux.

Mais si de remarquables efforts ont été accomplis en faveur de notre journal, ils ne sont pas encore unanimes. Loin de là ! Barthélemy, secrétaire de la Fédération du Rhône, est l'interprète de beaucoup de nos camarades, lorsqu'il

écrit : « Tous les militants constatent avec joie la résurrection de Tribune Socialiste, qui devient un journal attrayant pour les sympathisants, et un outil efficace pour les militants. » Puisse-t-il convaincre toutes nos fédérations et toutes nos sections qu'elles doivent désigner un responsable de Tribune Socialiste, qui sera d'abord

un collecteur d'abonnements ! L'administration de Tribune Socialiste va préparer une fête et une tombola. Si chacun s'y emploie à fond, elles connaîtront le même succès que celles de l'an dernier.

Merci à tous.

Ed. DEPREUX.

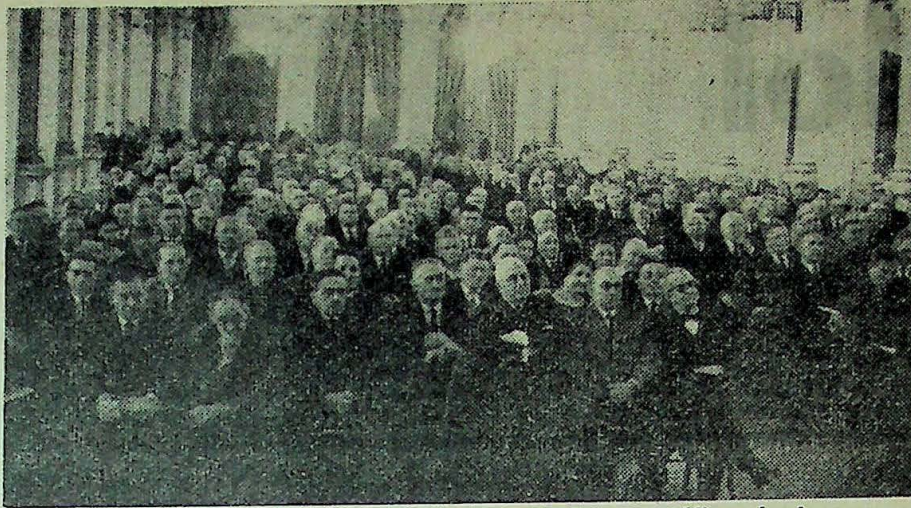
LE POUVOIR S'ATTAQUE AUX COLLECTIVITES LOCALES

La création envisagée de la "Métropole" du Nord est à étudier de près

Il y a quelques mois avant les congrès, on avait sonné l'alerte : le Pouvoir allait « attaquer » les collectivités locales. L'association des maires de France, qu'on ne peut certes pas taxer de révolutionnaire, et qui, par ailleurs, rassemble des maires de tous les horizons politiques et bénéficie d'une audience certaine auprès des communes, adoptait, lors de son dernier congrès, en mars 1963, une résolution. Cette résolution qui fut reprise même par des municipalités favorables au pouvoir actuel, affirmait la volonté des élus locaux de défendre les libertés locales et faisait allusion à des « bruits relatifs à certains projets gouvernementaux susceptibles de porter atteinte aux libertés locales : fonctionnarisation des maires, réduction des pouvoirs des municipalités. Cette résolution restait certes un « vœu pieux », aucune action n'était envisagée, comme d'ailleurs, en face, on semblait en rester aux velléités : le projet de suppression de la taxe locale était mis en veilleuse devant l'opposition qu'il rencontrait, le ministère de l'Intérieur démentait les « bruits » qui avaient inquiété les maires. On en restait aux conflits purement verbaux.

Cependant, en avril, l'Association des maires du Nord prenait une part active dans l'organisation du soutien financier aux mineurs en grève. Sans être un geste politique (la solidarité à l'égard des familles touchées par la grève ne signifiait pas approbation directe de la grève elle-même) l'initiative de l'Association pouvait la mettre sur le chemin d'une opposition de fait au pouvoir. Chacun sait que la grève ne s'est pas alors « politisée ». Et les élus locaux sont rentrés chez eux.

Or, en novembre dernier, M. Frys, député gaulliste du Nord, diffusait une proposition de loi déposée par lui à l'Assemblée nationale le 19 septembre 1963, pour la constitution d'une « métropole régionale » grou-



A leur 47^e Congrès, les maires de France affirmaient...

(Agip.)

pant 128 communes de l'arrondissement de Lille.

Le 16 décembre, les maires de l'arrondissement de Lille étaient invités par le préfet du Nord à une réunion où il leur proposait la création d'un syndicat intercommunal d'études pour l'aménagement de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing-Armentières.

Enfin, à l'heure actuelle, à la session du Conseil général du Nord, Augustin Laurent et Eugène Van der Meersch alternent les passes d'armes et les échanges de politesses à propos de la réforme des assemblées départementales. (On a lu ces jours-ci dans la presse locale, que, d'après M. Pompidou, la réforme des collectivités locales et départementales verrait le jour avant le printemps.)

Peut-on relier entre eux les trois faits évoqués ci-dessus ? et penser que Lille a été choisie comme terrain d'essai, on y envisagerait la première réalisation de « métropole d'équilibre ». Que penser de ces « métropoles » et du style dans lequel elles sont réalisées ?

Dans le projet de Frys, la ficelle est bien grosse : la métropole régionale, dotée d'autonomie financière, aurait pouvoir de diriger et financer tout l'équipement collectif dans la métropole, de dresser le plan d'aménagement ; son budget comprendrait des subventions, des contributions volontaires des communes, et une taxe spéciale d'équipement qui, dès 1964, atteindrait un montant minimum de dix-sept millions de francs. En somme, dans cette direction, il ne resterait bientôt plus aux communes que l'octroi de subventions à leurs sociétés locales, l'organisation de fêtes, le financement de l'aide sociale et choses de ce genre. Le conseil d'administration de la métropole se composerait de quatorze membres élus par les maires des communes intéressées et quatorze membres choisis par le gouvernement, l'exécutif serait détenu par un délégué général désigné par le gouvernement. Pour le moment, on ne sait pas ce que devient ce projet.

La proposition du préfet aux maires pour la création d'un syndicat intercommunal d'études pour l'aménagement de l'agglomération semble donner une note toute différente.

Or, dès la réunion du 16 décembre à la préfecture, la question se politisait : les élus gaullistes défendant le projet contre les élus socialistes et communistes sauf Augustin Laurent qui se rangeait du côté des partisans du projet (pour quelles raisons ?). Les municipalités étaient invitées à donner leur réponse pour le 31 janvier ; les élus locaux sont ainsi invités à s'associer à la détermination de ces éléments, mais ils n'ont que trois mois pour constituer le syndicat, mettre sur pied un « Bureau du plan » et

« sortir un préplan ». L'Association des maires a eu pour première réaction de trouver qu'on voulait brusquer les choses. Déjà le fait que l'initiative vienne de l'autorité préfectorale et dans le climat actuel des projets de réforme pouvait mettre la puce à l'oreille aux élus locaux. A l'heure actuelle, les prises de position des municipalités commencent à être connues et elles semblent se faire plus en fonction d'options politiques que sur l'objet précis du syndicat. Les « élus républicains » (avec Durot, maire communiste de Seclin) dénoncent les manœuvres gouvernementales pour la liquidation des libertés communales ; dans le même sens, l'« Information municipale » découvre le processus d'absorption des communes employé par le moyen des syndicats poly ou omnivalents. « Liberté », l'organe régional du P.C. lance une enquête sur la réforme administrative des collectivités locales. A l'opposé, les élus favorables au pouvoir ne considèrent que les avantages de la coordination : « Le syndicat, c'est la force » pour des communes trop faibles pour rester isolées les unes des autres et reprocher aux adversaires du projet de syndicat de faire au gouvernement un procès d'intention. L'Association des maires, sensible au reproche implicite d'incapacité contenu dans les descriptions sur l'état actuel des communes, souligne que le véritable problème est un problème financier : que les ressources suffisantes soient procurées aux communes, comme elles le demandent sans pouvoir l'obtenir, et l'équipement se fera.

Une réforme des collectivités locales est nécessaire et attendue. Doit-elle et peut-elle se faire dans les cadres territoriaux et politiques actuels ? Il est facile aussi au pouvoir d'orienter la réponse : il lui suffit de laisser dormir la question de la réforme des finances locales pour que les solutions « nouvelles » (regroupements, introduction d'éléments non politiques) apparaissent comme les seules qui puissent sortir les communes de leur situation dégradée. C'est ce qui semble en train de se faire.

Le problème ne devrait pas laisser indifférents les militants socialistes : on est souvent tenté de donner la priorité aux rapports de production comme lieu privilégié de la lutte des classes ou aux problèmes du pouvoir central ; aurait-on raison de négliger le cadre local, le plus immédiatement présent à la vie quotidienne, et qui conditionne peut-être, quoique de façon peu spectaculaire, les orientations fondamentales de la vie politique ?

J.-P. Mouvaux.

INVITATION

SPORT-SERVICE

6, Avenue du Maine - PARIS-15^e

Comme chaque année Sport-Service organise

6 JOURS DE SOLDES

à votre intention du

DIMANCHE 26 AU VENDREDI 31 JANVIER

Des quantités d'articles de fin de séries ou désassortis à des prix invraisemblables :

Anoraks et fuseaux 15 fr.

Chaussures retour de location.. 15 et 25 fr.

Skis retour de location, avec fixation double sécurité de 80 à 150 fr.

De plus sur présentation de cette invitation

GROSSES REDUCTIONS sur tous nos articles 1964 de toutes saisons.

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME HONORE SES GRANDS MORTS

Il y avait exactement cinquante ans, ce 19 janvier, que mourait Francis de Pressensé, le premier président de la L.D.H.

Il y a vingt ans que Victor Basch et sa femme, enlevés par des miliciens français commandés par la Gestapo nazie, étaient assassinés à coups de revolver.

Il y a quelques années à peine que disparaissaient tour à tour Jacques Kayser et Emile Kahn.

Ce dernier — qui fut l'intime collaborateur de Victor Basch — devint aussi le président de la Ligue des Droits de l'Homme.

C'est pour honorer la mémoire de ses disparus que la Ligue organisait une émouvante cérémonie, présidée par Daniel Mayer, son actuel président.

Evoqués d'abord par Daniel Mayer, Marius Moutet, José Ballester — le président de la L.D.H. espagnole — et Georges Gombault rappelés les caractères et les qualités de ceux qui furent les pionniers de la grande association et restent ses figures de proue.

Victor Basch était socialiste, mais il n'était pas dans son caractère d'être un homme de parti. Il avait adhéré comme un protestataire. En effet, enseignant, écrivain, savant, Victor Basch, en devenant un militant politique complétait, dans sa logique, ce qu'il estimait devoir être : un homme au service de la justice et de la vérité. Car c'est l'affaire Dreyfus qui le révéla complètement à lui-même.

Ses trois qualités : absolue sincérité, courage et désintéressement dépassaient vraiment l'homme qui disait déjà : « Je suis de ceux qui ne servent pas ou bien qui servent sans restriction. »

Sans restriction, il se jeta dans toutes les batailles et y engagea la Ligue des Droits de l'Homme. « Il faut, affirmait-

il, que le ligueur soit le militant de la conscience. »

C'est ainsi qu'avec Emile Kahn, la Ligue était en tête de la grandiose manifestation du 12 février 1934 contre le fascisme ; qu'en 1936 elle prit position contre l'immobilisme de la France et la politique anglaise devant la tragédie de la République espagnole étranglée par le fascisme ; qu'elle prit une part décisive dans l'élaboration du Front populaire groupant, sans exclusive, les forces solidaires de la démocratie ; et enfin qu'elle s'éleva contre la capitulation de Munich.

Victor Basch avait alors scellé son existence dans la haine aveugle que lui vouèrent les tenants de la violence et de la dictature.

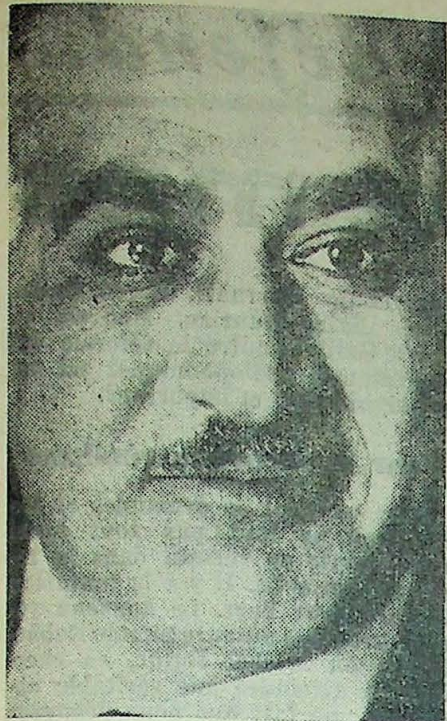
C'est à des noms comme ceux de Francis de Pressensé, de Victor Basch et d'Emile Kahn qu'on reconnaît réellement la véritable grandeur de la France, devait s'écrier Marius Moutet.

Ce fut aussi à Miguel de Unamuno, premier président de la L.D.H. espagnole, qu'alla l'hommage de José Ballester. Mais pour son président actuel, Victor Basch, Emile Kahn, Daniel Mayer et toute la Ligue des Droits de l'Homme sont associés dans la lutte contre l'injustice.

Car il y a une affaire Dreyfus partout où il y a un ouvrier qui souffre, là où il y a un peuple qui étouffe par le manque de liberté, sous le poids de la dictature.

Les orateurs ont ainsi magnifiquement situé l'action de la L.D.H. Il ne faut pas que la jeunesse ignore — ou oublie — ces noms qui sont inscrits désormais dans l'Histoire de la démocratie, et l'exemple de ces hommes dont le flambeau nous a été transmis comme la flamme sacrée de la vérité.

Au Moyen-Orient : les eaux partagées



(Agip.)

NUL doute que c'est le président Nasser qui a dominé la conférence des chefs d'Etats arabes qui vient de se terminer au Caire.

On pouvait craindre le pire, malgré les dissensions organiques de la Ligue arabe. Mais, précisément, la grande habileté du président de la République arabe unie a été de réunir, dans la capitale égyptienne, les treize dirigeants des pays de la Ligue arabe et de les obliger à s'engager complètement dans la lutte armée contre l'Etat d'Israël.

Nasser escomptait-il le résultat qui intervint ? Il est certain que son influence a triomphé ; et c'est la thèse « pacifique » qui l'a emporté sur le bellicisme représenté par le maréchal syrien Hafez.

Mais le paradoxe, c'est que Nasser a su réunir, autour d'une même table, les treize membres de la Ligue arabe, réconcilier le Maroc et l'Algérie, régler, semble-t-il, le problème des rapports entre la République yéménite et le royaume séoudite, harmoniser même les propres relations du Caire et de Amman, de la Jordanie avec le Maroc. Enfin, le problème kurde, s'il n'a pas été officiellement débattu, a été, néanmoins, évoqué heureusement.

Cependant, ce n'était point pour cela que la Ligue arabe avait répondu à l'invitation de Nasser. Il s'agissait de trouver une parade au projet israélien de détournement partiel des eaux du Jourdain en vue d'irriguer, par conduite forcée, une fraction du désert du Néguev.

Nous avons employé volontairement les mots « détournement partiel » car, en effet, le projet israélien ne tend nullement à assécher le Jourdain, mais à pomper, au niveau du lac de Tibériade, une certaine quantité d'eau.

Une coopération indispensable

Il faut rappeler ici que le projet israélien n'est que la réalisation — au seul profit, évidemment, de l'Etat hébreu — d'une partie du plan qui fut élaboré, en 1955, sur l'initiative d'Eisenhower, par Eric Johnston. Ce dernier avait conçu une répartition des eaux entre Israël et la Jordanie, et aussi la Syrie et le Liban. Mais, après que les experts représentant Israël, la Jordanie, la Syrie et le Liban se furent mis d'accord (les Etats-Unis apportaient leur appui financier), la Ligue arabe, en octobre 1955, décidait de s'opposer au plan Johnston. Pourquoi ? Parce que la coopération indispensable entre les quatre pays supposait des rapports avec l'Etat d'Israël que les Etats arabes prétendaient ignorer.

Donc, le rejet du plan Johnston amena, après l'affaire de Suez, chacun des pays à penser à un projet d'utilisation des eaux sans tenir compte de ses voisins. Or le seul plan valable est celui qui prévoit une planification générale des travaux d'aménagement entre tous les pays riverains du Jourdain et de ses affluents. Le problème n° 1 qui conditionne toute action contre l'effroyable misère qui sévit dans les pays arabes, c'est celui de l'irrigation rationnelle des terres incultes.

Israël a démontré ce qu'on pouvait faire, avec des bras... et de l'eau. Sous le sable brûlant du Néguev, il y a une terre qui peut être ensemencée et retrouver la fertilité des temps bibli-

ques. Cette terre pourra accueillir plusieurs centaines de milliers de travailleurs, renforcer ainsi le potentiel économique du pays et augmenter — si ces nouveaux pionniers sont des juifs — la force militaire de l'Etat d'Israël.

C'est la véritable raison de l'opposition arabe.

Et, cependant, le seul moyen pour les Etats arabes de chasser la misère qui ronge les populations, c'est de s'entendre entre eux pour appliquer un plan général de lutte contre le sous-développement. Mais aucun plan ne pourra être valable s'il n'inclut pas tout d'abord l'Etat d'Israël ; ce dernier est, quoi qu'on pense de sa légitimité, un exemple de réussite par le travail et l'intelligence.

Le sort des réfugiés palestiniens ne sera jamais réglé par les stériles palabres des chefs pour lesquels la démagogie verbale sert à cacher leur volonté de maintenir, à leur profit, des structures féodales et archaïques. La mise en valeur du Néguev pourrait-elle être le début d'un règlement de l'affaire des réfugiés palestiniens ? L'idée n'est pas à écarter.

Puisque, par l'entêtement des arabes, le plan Johnston est repoussé, il est probable qu'aucun des pays arabes

ne pourra bénéficier pleinement de l'utilisation concertée de toutes les eaux existantes. Chaque pays va tenter de s'approprier le plus d'eau possible aux dépens du voisin... et surtout d'Israël, grâce à des travaux limités. Israël est bien décidé à mener à bien son plan d'irrigation, cette situation créera, de toute évidence, de nouvelles frictions entre les riverains du Jourdain. Le plan Johnston était un projet cohérent, il n'en est pas de même des différents plans nationaux actuels. Il est à craindre que toutes ces oppositions compromettent la réussite particulière de chacun d'entre eux. Une fois de plus, ce seront les populations qui en seront les victimes... et, en l'occurrence, ce seront les populations arabes palestiniennes.

« Ni ami, ni ennemi »

Quoi qu'il en soit, Nasser a réussi, au Caire, à calmer l'ardeur belliqueuse des Arabes, en démontrant leur incapacité. Il a peut-être obtenu une plus grande cohésion des Etats de la Ligue arabe en suscitant le règlement de certains litiges et en apaisant les passions antagonistes. Il ne pouvait

résoudre le problème d'Israël dont il a dit qu'il n'était « ni ami ni ennemi ».

Ainsi, le Raïs apparaît-il, après la réunion de la Ligue arabe, comme le véritable leader du panarabisme. Il reste à démontrer que les oppositions profondes des pays arabes du Moyen-Orient ne rendront pas vains les efforts du monde arabe pour profiter de l'évolution du progrès en faveur des pays sous-développés.

En définitive, ce sont les grandes puissances industrielles qui détiennent le moyen de ramener la paix et l'harmonie au Moyen-Orient... Le pétrole est un produit inflammable et une source de profits, et il compte plus — pour les bénéficiaires — que le travail aride de la mise en valeur des sols ; l'Etat d'Israël qui n'a pas de pétrole en fournit la preuve !

Nous sommes cependant sceptiques sur la bonne volonté des pays capitalistes — et socialistes — de cesser leur propres surélevations en neutralisant le Moyen-Orient, en s'accordant pour fournir aux populations les moyens de sortir de leur misère et en se refusant de soutenir les aventuriers du pouvoir.

E.A.B.

L'U.R.S.S. à l'heure de la chimie

LE dernier Comité central du Parti communiste de l'Union Soviétique s'est particulièrement attaché à l'étude des problèmes économiques et M. Khrouchtchev a fait, à cette réunion, une analyse assez serrée de la situation agricole en U.R.S.S. C'est un point sur lequel les économistes occidentaux se sont beaucoup penchés depuis l'avènement du régime communiste et, selon leurs principes politiques, ils ont jugé et décidé, les uns que la structure collective paysanne ne pouvait qu'être un échec en système socialiste, les autres que tout avait été remarquablement prévu pour que les chiffres des plans soient atteints et même dépassés, mais que les conditions atmosphériques avaient été à ce point défavorables que les résultats étaient décevants.

Seulement, de plus en plus, et c'est tant mieux, l'U.R.S.S. se découvre être ni le paradis clamé par les uns ni l'enfer dénoncé par les autres. On peut être communiste et s'être trompé dans le processus de développement du Plan. Avec M. Khrouchtchev, du reste, on le dit très clairement. C'est vrai que l'agriculture soviétique ne suit pas le rythme d'accroissement prévu par les « planistes ». De 1959 à 1962, la production s'est stabilisée aux mêmes indices. En 1963, elle a même reculé.

La crise agricole

Il est difficile d'en déterminer les causes exactes. Déjà en 1957, au cours d'un voyage d'études en U.R.S.S., j'avais été frappé par la disproportion existant entre les investissements permettant d'accroître la capacité de production dans l'industrie lourde (machines et armement) et ceux réservés à la remise en état des parcelles de matériel agricole, à l'approvisionnement d'engrais... Tout semblait se passer comme si la terre pouvait encore attendre le passage au stade industriel et les kolkhozes que j'avais visités à cette époque (et encore étaient-ils pilotes) ne s'équipaient pas au même rythme, et de loin, que les cités et combinats industriels.

La priorité non seulement n'était pas donnée aux produits de consommation mais, les années passant, la disproportion ne faisait que s'accroître.

Dans les entretiens que j'avais eus en 1957 avec les techniciens du « Gosplan » et au moment où, par la création des « sovnarkhozes », une certaine décentralisation, donc une

plus grande libéralisation, commençait à se manifester, j'avais pris note que le gouvernement envisageait pour 1958 un vaste plan d'expansion de la chimie en vue de moderniser l'économie. Mes camarades soviétiques ne me cachèrent du reste pas qu'ils allaient avoir à se battre contre les puissances « militaires » et « industrielles lourdes ».

Ce qui m'avait frappé à ce moment-là, c'était la vision que le problème agricole dépendait de la chimie. Et le professeur René Dumont, à son retour d'U.R.S.S., faisait la même constatation en traçant un parallèle saisissant entre les méthodes de culture en U.R.S.S. et aux U.S.A. L'avenir est à la chimie ! concluait-il.

Priorité à la chimie

Eh bien ! nous y sommes en plein.

Cette année, priorité absolue pour l'industrie chimique, soutien n° 1 de l'agriculture, grâce à l'emploi intensif des engrais et des produits phytomacéutiques.

Et le plan est grandiose :

De 1964 à 1970 :

- construction de 200 usines dont 55 nouvelles usines d'engrais ;
- modernisation de 500 entreprises existantes.

Ce qui permettra :

- de quadrupler la production d'engrais et de fibres artificielles ;
- de multiplier par 7,5 celle d'insecticides et d'herbicides ;
- de sextupler la production de plastiques et de résines synthétiques ;
- de doubler celle des pneumatiques.

Le tout revenant à 42 milliards de roubles (soit 210 milliards de francs).

La réalisation de ce plan transforme donc non seulement les objectifs du plan 1959-1965, mais également le budget annuel.

Incidences sur le budget soviétique

Les crédits militaires ont été réduits de 600 millions de roubles (ils représentent 14,6 p. 100 du budget total contre 16,1 p. 100 en 1963).

Pour aider à la comparaison et puisque nous parlons de budget, indiquons que le budget de 1964 prévoit

91,5 milliards de roubles en dépenses et 92 en recettes. Celui de 1965 passant au niveau de 102 milliards de roubles.

Dans le budget de l'Economie nationale (environ 70 milliards de roubles), il est prévu 2.088 millions de roubles en 1964 pour la chimie, soit 44 p. 100 de plus qu'en 1963. Ce chiffre passant à 2.743 millions de roubles en 1965, soit 31,4 p. 100 de plus qu'en 1964.

Pour suivre cette politique, c'est tout le budget agricole de l'U.R.S.S. qui est en augmentation. En 1964, ce budget sera augmenté de 20 p. 100 (1.200 millions de roubles environ).

Toute l'économie est concernée

Ce qu'il est important de noter, c'est que cet immense effort prévu pour six ans doit commencer à porter ses fruits dans deux ans. C'est pourquoi je viens de donner les estimations de 1964 et 1965. Il doit donc accroître le volume de production des biens de consommation puisque, en même temps que l'économie agricole, c'est l'industrie légère alimentaire qui va connaître l'expansion.

Il doit en même temps favoriser l'augmentation de la production des produits pétroliers et de leurs dérivés, permettre la pleine activité des usines fournissant du matériel agricole (il faudra, en 1965, plus de 500.000 tracteurs nouveaux), et entraîner l'aménagement de nouvelles cités autour des usines en extension. Le revenu national devant subir, de ce fait, une augmentation en deux ans de plus de 15 p. 100.

Toutes ces remarques pour bien montrer que l'économie, dans notre monde moderne, ne peut se concevoir autrement que par la planification. Et que dans notre conception socialiste, la priorité des besoins l'emportant sur celle des profits, c'est toute l'économie d'un pays qui peut être modifiée quand un « choix » est fait et que sa « priorité » commande toutes les autres options.

C'est pour ces raisons que cette décision prise par l'U.R.S.S. est capitale.

D'autant plus qu'elle entrainera l'U.R.S.S. à accentuer ses relations d'affaires avec les pays occidentaux pour acheter, le plus vite possible, les complexes industriels dont elle a besoin. Ce qui ne peut que continuer à maintenir un climat politique favorable à la paix.

Harris Puisais.

TRIBUNE DES ARTS

Livres

JEAN JAURÈS

présenté par Vincent Auriol

Vincent Auriol a bien connu Jaurès dans la famille de l'ouvrier verrier Aucouturier, qui devait devenir son beau-père, et, dans le chapitre premier, évoque des souvenirs du grand tribun. Les anecdotes sur la prodigieuse mémoire de Jaurès sont particulièrement intéressantes.

Tous les collaborateurs, Georges Bastide, Daniel Faucher, René Fromilhague, Jacques Godechot, notre camarade Daniel Ligou, historien du mouvement socialiste, Frédéric Mauro, Gaston Poulain et Roland Trempe, racontent la vie de Jaurès et évoquent ses conceptions philosophiques, politiques, économiques et sociales, ses campagnes électorales, à Albi et à Carmaux, son action au Parlement, ses luttes contre la guerre, son œuvre d'historien.

Il est passionnant de parcourir, grâce à eux, le chemin qui l'a conduit de l'idée républicaine au socialisme, et ses batailles incessantes pour la construction d'une véritable unité.

Bien sûr, les problèmes ne se posent pas aujourd'hui dans les mêmes termes. Le champ de bataille s'est transformé. Les découvertes scientifiques se sont succédé à une cadence qui laisse rêveur et ont été suivies d'applications pratiques, bien plus rapides qu'autrefois. Des guerres, des révolutions, la connaissance des secrets de l'atome, l'automation, la décolonisation, le néo-capitalisme nous convient à d'immenses efforts de réflexion. Être fidèles à l'esprit qui animait Jaurès, ce n'est pas réciter les formules qu'il employait jadis, mais s'inspirer de son expérience, de ses conseils, de sa méthode pour résoudre les problèmes d'aujourd'hui.

Le retour aux sources, lorsqu'il s'agit de telles sources, est nécessaire à ceux qui se tournent résolument vers l'avenir, s'ils veulent, suivant la recette toujours valable de Jaurès, « aller à l'idéal et comprendre le réel ».

E. D.

Dans la collection « Ils ont fait la République », aux Presses Universitaires de France.

EN BREF

● « VISITE AU PICCOLO TEATRO DE MILAN ». — L'article paru sous ce titre dans notre précédent numéro, daté du 18 janvier, est dû à notre collaborateur Emile Copfermann. Nous nous excusons auprès de l'auteur et de nos lecteurs de cette omission de signature.

● La pièce que Daniel Guérin a tirée du roman d'Ignazio Silone : *Le Grain sous la neige* sera créée en allemand, le 3 avril, au théâtre de Wuppertal, avec mise en scène d'Ernst Seiltgen, et, dans le rôle principal, la célèbre doyenne du théâtre allemand, Tilla Durieux.

● Aux Editions Subervie, à Rodez (Aveyron), vient de paraître : — Jean Bigot, par Raoul Becousse (6 F).

— Le Lieu et la Formule, poèmes de Jean Bigot (4,50 F).

● Le Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.) et le Club Amitié organisent un grand débat sur *Le Vicaire*, le mardi 28 janvier 1964, à 20 h. 45, à l'Hôtel Moderne, place de la République. Participation de l'adaptateur, du metteur en scène, des artistes, ainsi que de personnalités d'opinions diverses.

● Un lapsus nous a fait attribuer dernièrement (*Entre l'alcôve et la potence*) à Philippe de Broca l'adaptation cinématographique de *Candide*. Cette dernière réalisation est en réalité l'œuvre de Norbert Carbonneaux.

Cinéma

« Un monde fou, fou, fou »

de Stanley Kramer

L'OBJECTIF étant de faire rire le plus souvent, le plus largement et le plus longtemps possible, Stanley Kramer n'a lésiné ni sur la dépense (9 millions de dollars) ni sur les moyens (15 vedettes de la T.V. américaine, 34 cascadeurs, 2.500 figurants...). Le résultat est-il à la mesure de l'ambition initiale ? On peut en douter.

Trois heures d'Ultra - Panavision (Cinérama amélioré par le procédé de « la compression anamorphosique ») ne durent pas plus de 180 minutes — tout comme à la T.V. — mais l'écran est énormément plus vaste : le gag (puisqu'il s'agit de film comique) doit donc éclater, envahir, rebondir, se-



ETHEL HERMAN

après une heure de patience, une « chute » parfaite.

couer, compromettre à chaque instant l'équilibre de l'image sous peine d'être écrasé par le cadre. Celui que nous propose Kramer est un écrin somptueux où l'on cherche parfois avec appréhension les grains de cette folie promise à quatre reprises dans le titre.

Stanley Kramer est, à mon sens, trop rassis, trop démonstratif (on sait que dans ses précédentes productions il parle avec générosité de questions essentielles : le problème noir, la bombe atomique, la liberté d'expression...) pour évoluer à son aise dans le burlesque. Son « monde », volontairement sophistiqué, traite « de la plus vieille passion du monde : la rapacité » (1). Pour ce faire, le réalisateur embarque quelques types d'Américains moyens dans quatre véhicules et les lance à la poursuite d'un trésor occasionnel de 350.000 dollars. Chercheurs amateurs et maladroits, mais farouchement obstinés, les compères et les commères de cette cavalcade routière vont tour à tour unir leurs efforts et essayer mutuellement de se carotter. Même le vieux capitaine Culpeper (Spencer Tracy), qui surveille cette nouvelle « ruée vers l'or » depuis son P.C. de Santa Rosita, ne restera pas insensible à l'appât d'un gain aussi considérable que providentiel. Et l'explication finale, à grand renfort de dérapages, de queues-de-poisson, de culs-de-sac, d'escaliers de secours, de ventilateurs et d'échelles de pompiers, vaut son pesant de grosses coupures. Mais pour en arriver à ce raz de marée mack-sennettien combien d'apartés, de grimaces, de pitreries (du genre Abbott et Costello) ne faut-il pas endurer. Pour quarante minutes de franche rigolade, et une « chute » parfaite, c'est beaucoup exiger de la patience (et du portefeuille) de l'amateur. Plus qu'une image satirique de

l'Amérique, Un monde fou, fou, fou, fou est, en fin de compte, un retour forcené aux sources du cinéma comique ; une anthologie monumentale où l'on se perd quelquefois dans les citations, une prospection pas toujours heureuse mais au demeurant sympathique. A voir si l'on ne connaît pas bien les classiques du genre... ou si l'on veut revoir les visages de Buster Keaton et de Zasu Pitis (l'interprète des Rapaces, de Stroheim) réduits malheureusement, ici, au rôle de faire-valoir.

Jean-Jacques Vernon.

(1) Interview de Stanley Kramer dans *Les Cahiers du Cinéma*, n° 150-151.

« Le Sorcier de Rio Grande »

de Ch.-M. Warren

C'EST bafouillant, raciste et mal filmé. Les Apaches sont menteurs, cruels, pillards, incendiaires et traîtres. Comme ils sont, de surcroît, superstitieux, pas besoin d'être sorcier (hi! hi!) pour les posséder. On exploite leurs petites manies folkloriques, on marche au canon et ils dégingolent comme des mouches. C'est ce que Ed Bannan (Charlton Heston) vous explique en montrant son dentier toutes les quinze secondes. Quant à Jack Palance, tatoué comme un lutteur de foire, il joue les moulins à vent...

Évitez cette imbécillité ; revoyez plutôt Geronimo ou Broncho Apache.

J.-J. V.

A voir ou à revoir

● La soupe au canard (avec les Marx Brothers). Une vieille recette de burlesque qui n'a rien perdu de sa saveur et qui a fait école.

● Les animaux (de Frédéric Rossif). Précis comme livre d'histoire naturelle, souriant comme une fable et surprenant comme un fait divers.

● Main basse sur la ville (de Francesco Rosi). Scandale de la construction à Naples ; mais rien ne vous empêche d'imaginer que l'histoire se déroule à Paris... du côté du boulevard Lefebvre.

● Bébert et l'Omnibus (d'Yves Robert). Du comique sans secousse mais sans erreur d'aiguillage.

● Le feu follet (de Louis Malle). Derrière le masque glacé, terne ou crispé du héros de Malle, le visage d'un homme qui vous ressemble comme un frère.

● La mort en ce jardin (Luis Buñuel). L'aventurier, la putain, le curé et l'amour que l'on n'attendait plus.

● Le Guépard (de Luchino Visconti). Au-delà du destin d'un grand seigneur déchu, Visconti brosse de façon saisissante la montée au pouvoir de la bourgeoisie sicilienne.

● La fureur de vivre (de Nicholas Ray). Le mal du siècle sous les traits inoubliables de James Dean.

● Les tontons flingueurs (de Georges Lautner). Exercice de style cocasse sur les périphrases savoureuses d'Albert Simonin.

REVUES DE CINEMA

Le dernier numéro d'Image et Son (revue culturelle de cinéma éditée par l'U.F.O.L.E.I.S.) mérite une attention particulière. La Femme au cinéma est une intéressante tentative de bilan des œuvres cinématographiques qui veulent « en finir avec la femme-objet », l'amour-dessus-de-cheminée, la sentimentalité du samedi soir, l'adultère à recettes et autres sous-produits des marchands de soupe. Ces quatre-vingt-dix pages ne constituent pas (on s'en doute) une analyse définitive. Mais elles situent les problèmes (émancipation, revendication égalitaire, solitude, équilibre du couple...) dans leur contexte sociologique, fixent les points de repère, rappellent les œuvres capitales, amorcent des explications nécessaires et saluent ces auteurs (Vigo, Buñuel, Kast, Varda, Antonioni, Resnais, Astruc, Donskoi, Mizoguchi...) sans qui le cinéma ne serait pas autre chose qu'une entreprise d'asservissement idéologique aux mains de la classe dominante.

J.-J. V.

Théâtre

« COMME IL VOUS PLAIRA »

de William Shakespeare

ICI, comme dans *La Nuit des rois*, et d'une certaine manière dans *Le Songe d'une nuit d'été*, Shakespeare livre ses personnages aux jeux de l'amour et du hasard. Les couples se font, se défont, se mêlent. On se travestit. De cette ambiguïté des rapports créés, on a fait des livres... Le travesti ne serait... qu'un travestissement de la réalité, et d'un goût dit contre nature que Shakespeare aurait eu pour les messieurs. Arguments : ses Sonnets pratiquement ignorés de la Littérature (avec un L majuscule). Ailleurs, on se sert de cette comédie et des autres pour affirmer l'existence de Shakespeare. Ce qu'on dit être SON œuvre ne serait pas UNE mais plusieurs, il n'y aurait pas un UN Shakespeare mais DES, dont la somme égale UN. Bon.

En fait, il apparaît beaucoup plus juste de tenter une analyse des influences qui s'exerceront sur Shakespeare. Thomas Kyd pour Hamlet et Othello, Marlowe pour Macbeth, John Lily pour *Le Songe d'une nuit d'été*, Ben Jonson pour Antoine et Cléopâtre. A la lumière de quoi la diversité devient-elle la maturation d'un art. Et la transformation de la pensée médiévale, exprimée par le théâtre élisabéthain, reflet des bouleversements de la société anglaise du XVI^e siècle, explique-t-elle et la liberté de mœurs qu'on trouvera décrite ici et là, et l'ampleur extraordinaire d'une inspiration qui puise dans la chronique historico-politique du temps.

Comme il vous plaira appartient donc à la catégorie des divertissements. Rosalinde se métamorphosera en séducteur et tout sera dit. On s'aimera enfin, pour la chute du rideau.

Jean-Pierre Granval a mis en scène. Faut-il en profiter pour dire les choses et dénoncer la tendance de plus en plus marquée de la troupe de l'Odéon à aller vers le cabotinage ? Ce serait abusif. N'empêche qu'il aurait pu remonter la pente. En lieu de quoi chacun joue pour soi, à moi le feu des sunlights, etc.

A propos : on fêtera, en avril, le quatre centième anniversaire de la naissance de W. Shakespeare (il est donc né) et, dans un mois, Planchon présente à Paris Troïlus et Cressida, toujours du même, créé ces jours-ci à Villeurbanne. A suivre.

E. C.

MUSIQUE

Pour ou contre la musique moderne

C'était là le titre d'une émission donnée naguère à la R.T.F. par MM. Bernard Gavoty et Daniel Lesur. De cette émission la maison Flammarion a tiré un livre.

La lecture de la préface et de la conclusion de l'ouvrage vous donnera une large vue du problème. Après quoi vous pourrez lire les « interviews » de tout ce qui compte un nom dans la musique moderne.

Vous commencerez par les réponses d'Ernest Ansermet qui se révèle aussi bon musicologue que chef d'orchestre et puis... les autres. Voici quelques aphorismes rencontrés dans ce livre remarquable :

« Il faut écrire avec les mots de tout le monde, mais comme personne. » (Colette) « Les auditeurs d'aujourd'hui écoutent la musique avec les oreilles de leur grand-père ! » (Roland Manuel) (1). « Je ne veux ni flatter, ni mépriser le public. » (Henry Barraud) « Personne ne nous oblige à tout aimer, aimer c'est préférer ! » (Roland Manuel) « Se rallier à une doctrine, c'est se mettre en prison. » (Jacques Castérède). « Stravinsky me dit un jour, qu'il fallait avoir de l'indulgence pour les auditeurs, puisque, si on lui avait présenté il y a cinq ans ses œuvres actuelles, il aurait haussé les épaules. » (Jean Cocteau). J'espère que cet aperçu vous mettra en appétit.

(1) Roland Manuel a prononcé ces paroles en 1954 ; il ne les a donc pas empruntées, comme vous pourriez le penser, à qui vous savez !

Pierre Bourgeois.

LA POLITIQUE ETRANGERE GAULLISTE : UNE ETRANGE VISION DU MONDE

LE mois de janvier est traditionnellement l'occasion pour les individus comme pour les peuples de vœux en forme de bilans qui, généralement, tournent à l'hymne triomphant.

La France, pour sa part, n'échappe pas à cette tradition, mais, plus favorisée que les autres nations, a droit en plus à une conférence de presse qui prétend pour une année fixer son destin diplomatique. Le 14 janvier dernier, le chef de l'Etat signifia ainsi à la Grande-Bretagne que le Marché commun s'arrêtait aux rives de la Manche. Cette année... on nous permettra de ne pas jouer aux prophètes et de nous contenter de quelques réflexions qui nous aideront peut-être à dégager les lignes de force d'une politique étrangère qui apparaît, malgré ses contradictions, d'une singulière continuité.

Le soliloque présidentiel

Une remarque, en passant, cette cérémonie de la conférence de presse marque bien que la politique étrangère de notre pays est le fait d'un seul homme, sinon d'un homme seul. Pas de débat au Parlement, nul dialogue avec quiconque, mais un soliloque délivré ex cathedra dans une langue noble, émaillé de considérations philosophiques, qui détermine pour l'année l'action de la France dans les affaires du monde.

Cela suffirait déjà à montrer que la V^e République est une étrange démocratie, mais il y a plus. Derrière ce cérémonial, se dissimule une volonté, une démarche qui rompt délibérément avec ce qu'il était convenu d'appeler la politique traditionnelle de la France. Cette volonté et cette démarche puisent leur source d'inspiration dans la seule pensée et la seule vision du général de Gaulle.

Hier : coopération des peuples

Jusqu'à l'arrivée du général de Gaulle, une idée dominait la conduite des Affaires extérieures : la

coopération. Cette volonté de coopération était caractérisée par notre participation active à la S.D.N., à l'O.N.U., à la construction de l'Europe et par notre accord à de multiples pactes de défense, de protection, sans parler des différents plans de désarmement auxquels la France avait participé. Cette volonté de coopération qui caractérisait notre politique étrangère, qui en était pour ainsi dire la marque, était bien entendu plus ou moins bien illustrée selon qu'il s'agissait d'un gouvernement de gauche ou de droite, mais jamais, même au temps des pires gouvernements réactionnaires de la III^e, ce principe ne fut remis en question.

La vision qu'avait la République de l'Homme et de ses rapports avec l'extérieur était optimiste. Même aux pires moments de son histoire récente, cette vision optimiste de la perfectibilité du monde par la coopération des peuples fut affirmée par tous les hommes politiques français comme le credo de la nation.

Or, voilà qu'insensiblement, mais tout naturellement, l'image que se faisait du monde la nation française s'estompe derrière celle qui lui propose un homme poussé au pouvoir par ceux-là mêmes qui avaient pour mission de défendre la démocratie.

Aujourd'hui : une certaine idée de la France

Tout le monde connaît, pour l'avoir lue dans les Mémoires, l'idée que le général de Gaulle a de la France : une certaine idée. Une idée charnelle assimilée à une femme, une grande dame. La France ! Une grande dame ! A la vision d'un monde formé d'une assemblée de peuples aux intérêts certes divergents, mais où la majorité peut et doit rester sensible à l'intérêt de la raison, se substituent des nations-personnes avec leurs intérêts, leurs passions, leurs travers, où la loi de la jungle est la seule loi. Un monde dur et

terrible où la place de la France doit se mesurer à la longueur de son passé, à la force de ses armes, à l'astuce de sa diplomatie.

Alors, tout s'explique et tout s'enchaîne. On rompt avec l'O.N.U. La France, cette grande dame, ne va pas discuter avec des robins de ses affaires intérieures. De même, on se retire de la conférence du désarmement sous prétexte que rien de sérieux ne peut sortir de là, mais la grande dame, elle, se réarme. Pour l'Europe, on ne procédera pas à une révision si déchirante, mais on se servira du moule, si bien préparé par les prédécesseurs, pour enchaîner économiquement les partenaires avant de tenter, par l'Europe des Patries se substituant à la supranationalité, de lui faire accepter l'hégémonie française.

La France de 1964 n'aura d'autre politique que celle de la grande dame, c'est-à-dire le retour à un nationalisme que l'économie, l'armement, la démographie et le sentiment même des nations repousse dans le magasin aux accessoires.

Demain coordination...

Il appartient aux socialistes qui sont la jeunesse du monde de proposer à la nation une méthode pour accélérer ce dont nous sentons tous le besoin, à savoir la coordination à l'échelon des continents, demain de la planète, de nos productions et de nos besoins, de nos rapports intérieurs et extérieurs, de nos cultures passées avec nos recherches présentes, espoir de la civilisation de demain. Il appartient aux socialistes de rejeter la grande dame dans les affres et les flonfons de la Belle Epoque et de présenter à nouveau au monde une politique étrangère qui aura le visage de la jeunesse, de la fraternité, de la confiance. Le visage de la coopération, de la démocratie.

P.-A. Maurienne